

SUR DÉCISION  
DE TEBBOUNE

## Élection présidentielle anticipée le 7 septembre

Lire l'article de A. Z. page 3

**Une élection  
présidentielle  
anticipée :  
une décision  
opportune,  
brillante  
et courageuse**

P. 6  
Par Mourad Benachenhou



BÉJAÏA

**8 morts  
dans une  
collision**

P. 5



GAZA

## La Chine, la Russie et l'Algérie rejetent une résolution américaine «inadéquate»

Lire l'article de Mohamed Mehdi page 2





## Ghaza

# La Chine, la Russie et l'Algérie rejettent une résolution américaine « inadéquate »

Mohamed Mehdi

Le bilan des victimes de l'agression sioniste à Ghaza a atteint 31.988 martyrs et 74.188 blessés, jusqu'à jeudi, date de publication par le ministère de la Santé des derniers chiffres sur les massacres commis par l'entité sioniste depuis le 7 octobre dernier.

L'armée israélienne a continué ses intensives bombardements durant les journées de jeudi et de vendredi faisant des dizaines de martyrs et davantage de blessés, dans différentes régions de l'enclave de Ghaza.

Hier, vendredi, 168<sup>e</sup> jour de l'agression israélienne, l'armée de l'occupation a continué d'encercler le complexe médical d'Al-Shifa, dans la ville de Ghaza, pour le cinquième jour consécutif, après un énième assaut de cet hôpital depuis le début des opérations terrestres en novembre dernier. Selon Al Jazeera English, le nombre de victimes à Al-Shifa depuis lundi dernier a atteint au moins 160 martyrs. Vendredi, les bombardements israéliens avaient repris tôt dans la matinée sur plusieurs zones de la bande de Ghaza, notamment à Rafah au sud, à Deir al-Balah, dans le centre, et sur différentes zones de la ville de Ghaza. Un correspondant d'Al Jazeera a déclaré, hier, que 8 Palestiniens sont tombés en martyrs tôt dans la journée de vendredi, à la suite d'un raid israélien visant une maison qui abritait un grand nombre de personnes dans le quartier d'Al-Nasr, au nord-est de la ville de Rafah, dans le sud de Ghaza. Le journaliste a ajouté que parmi les martyrs se trouvaient 3 enfants et 3 femmes, sans compter de très nombreux blessés, dont l'un était dans un état critique, précisant que les personnes visées dans la maison étaient des déplacés de Khan Younes. Un correspondant d'Al Jazeera a également rapporté le martyr de 10 Palestiniens dans le bombardement de la maison de la famille Al-Quqa au nord-ouest de Ghaza et a également confirmé que l'armée d'occupation avait lancé un raid près du carrefour Al-Shabi'a, dans le centre de la ville.

Des bombardements d'occupation de l'ouest de la ville de Ghaza ont fait plusieurs martyrs et des blessés, a également indiqué Al Jazeera. Le bombardement a visé une maison près de la mosquée Al-Soussi dans le camp Al-Shati. Le correspondant a précisé que l'armée israélienne bombardait constamment les zones occidentales de la ville de Ghaza.

Durant la journée de jeudi, l'armée sioniste a bombardé une voiture dans la ville de Bani Suhaila, à Khan Younes, dans le sud de Ghaza, faisant au moins 3 martyrs et des blessés dans l'explosion. Durant la même journée, le bombardement de l'armée sioniste contre une maison de la famille Abu Al-Arabi, à l'ouest du camp de Nuseirat, dans le centre de la bande de Ghaza, a fait au moins 9 martyrs et plusieurs blessés, affirme un journaliste d'Al Jazeera ajoutant que de violents bombardements ont également visé la zone d'Al-Matahin, au sud de Deir Al-Balah. Le journaliste a aussi confirmé que l'artillerie de l'occupation bombardait des bâti-

ments résidentiels dans la rue Al-Rashid et dans la zone portuaire, à l'ouest de la ville de Ghaza.

### AL-SHIFA: 160 MARTYRS AU 5<sup>E</sup> JOUR DE L'ASSAUT SIONISTE

Le siège de l'hôpital Al-Shifa par l'armée israélienne s'est poursuivi vendredi pour le cinquième jour consécutif. Plus de 160 personnes ont été tuées et 600 arrêtées au cours de l'opération. Parmi les personnes arrêtées figurent également des membres du personnel médical et des personnes déplacées dans cet hôpital de la ville de Ghaza où se réfugiaient plusieurs milliers de déplacés. En plus des personnes tuées par l'armée sioniste, au moins 13 malades ont été tués après avoir été privés de médicaments, d'oxygène et de nourriture, par l'armée israélienne, a affirmé le bureau des médias de Ghaza. A proximité du complexe Al-Shifa, les bombardements israéliens continus provoquent la destruction de plusieurs maisons voisines. Le correspondant a également expliqué que les forces d'occupation faisaient exploser et incendiaient un certain nombre de maisons du côté nord des environs du complexe Al-Shifa. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a annoncé, dès jeudi soir, avoir perdu le contact avec le personnel de l'hôpital Al-Shifa. Tedros Adhanom Ghebreyesus a écrit sur la plateforme X (ex-Twitter) : « Nous recherchons des informations sur l'état des patients et s'ils reçoivent les soins nécessaires ». « Il est désormais impossible d'accéder à Al-Shifa et des informations font état d'arrestations et de détentions d'agents de santé. Nous le répétons encore une fois : les hôpitaux ne sont pas des champs de bataille. Ils doivent être protégés conformément au droit international humanitaire », a-t-il ajouté dans plusieurs tweets.

### OBSERVATOIRE EURO-MED: ISRAËL COMMET DES CRIMES À AL-SHIFA

L'Observatoire euro-méditerranéen des droits de l'homme a déclaré, hier, que l'armée de l'occupation israélienne mène une « horrible campagne qui verse le sang des civils palestiniens dans la ville de Ghaza », « incendiant leurs maisons et leurs biens ». L'Observatoire a documenté des informations faisant état de « crimes systématiquement commis par les forces israéliennes dans la ville de Ghaza au cours des dernières 24 heures », notamment des « homicides prémédités, des exécutions extrajudiciaires, des coupures de communications et des bombardements intensifs visant les zones et les maisons entourant le complexe médical Al-Shifa ». L'Observatoire ajoute que l'armée d'occupation a arrêté environ 400 personnes, parmi lesquelles des personnes déplacées, des équipes médicales et des journalistes, les a forcées à être complètement dénudées et les a torturées pendant l'enquête, avant de les habiller avec de minces vêtements blancs, tandis que plus de la moitié des détenus ont été transférés sous la menace et de ma-



## ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

### La solution radicale

Quelles solutions mettre en œuvre pour relancer les activités des entreprises ou unités industrielles à l'arrêt ? C'est

une question récurrente qui revient sans cesse sur les devants de la scène économique. Comme ses prédécesseurs, le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a été interrogé à ce propos par les députés, jeudi dernier, lors d'une séance plénière de l'Assemblée populaire nationale (APN).

Et sa réponse a été l'installation d'un groupe de travail en coordination avec les groupes industriels et les holdings publics, relevant du secteur, qui sera chargé d'examiner minutieusement la situation de chaque entreprise ou unité industrielle économique à l'arrêt en vue de proposer des solutions pour relancer leurs activités.

Pour mémoire, l'ancien ministre de l'Industrie Ahmed Zaghdar avait déclaré, en 2022, devant les députés, que son département œuvrait à trouver des solutions pour la relance des entreprises industrielles à l'arrêt ou en difficultés financières, de par leur expérience et leurs potentialités d'investissement. En 2021, l'ancien ministre de tutelle a insisté sur la nécessité de relancer ces unités et entreprises « dans les plus brefs délais », conformément aux orientations du président de la République et des instructions du Premier ministre, et ce, « à travers le redémarrage de leurs activités ou leur transfert vers d'autres branches rentables sur le plan économique », insistant dans ce sens les responsables de son sec-

teur à « formuler des propositions tangibles en vue de les examiner et de les mettre en œuvre dans les plus brefs délais ».

Plus de deux ans après, on n'a encore rien vu. Chose qui pousse à aller au fond des choses, voir le problème bien en face, et décider sans trop tarder, ce qu'il faut vraiment faire de ces entreprises et unités industrielles à l'arrêt.

A une certaine époque, des gouvernements successifs n'ont pas hésité à puiser dans les caisses du Trésor public pour financer plan de redressement sur plan de redressement en faveur de ces entreprises, mais le résultat a été des plus désastreux avec des pertes financières énormes sur les bras. Des pistes différentes se profilent aujourd'hui à l'horizon, à l'enseigne de l'ouverture du capital social des ces entreprises pour permettre au secteur privé et aux banques d'injecter de l'argent frais dans les caisses pour faire redémarrer leurs activités, mais cette solution, également, ne semble pas des plus aisées à mettre en œuvre.

Car, le capital privé n'a pas été emballé par cette idée d'investir dans des entreprises à l'arrêt. Que faire, alors ? Seule une solution économique radicale s'impose pour clore définitivement ce dossier, loin de tout aspect social qui n'a, d'ailleurs, jamais profité à aucune partie à travers ces tergiversations, ni aux travailleurs ou à la protection des postes d'emploi ni aux caisses de l'Etat qui peut au moins tirer profit des assiettes foncières de ces entreprises moribondes.

nière dégradante dans des camions et des véhicules militaires vers des centres de détention israéliens.

Selon les témoignages cités, « les attaques israéliennes ont également consisté à fouiller à nu les civils et à les utiliser comme boucliers humains », à « attaquer des maisons d'habitation, à procéder à des arrestations arbitraires et à torturer des résidents, notamment des femmes et des enfants, qui ont été forcés d'évacuer sans la présence de membres masculins de leur famille vers les zones centrales et méridionales de la bande de Ghaza, avant d'incendier leurs maisons ». Une des témoins, Roula Saad a déclaré : « Nous avons vu la mort sous nos yeux. Ils ont pris d'assaut le bâtiment résidentiel où réside ma famille et soudain nous avons trouvé 50 soldats armés au milieu du salon. Ils ont ordonné aux hommes de se déshabiller et aux femmes de les suivre. Ils nous ont emmenés au premier étage, où ils ont placé les hommes dans une pièce à côté de nous avant de les emmener à l'hôpital Al-Shifa. Quant à nous, les femmes, ils nous ont ordonné de descendre et de nous diriger vers les zones sud de la bande de Ghaza ».

### ECHEC D'UNE RÉOLUTION AMÉRICAINE FAVORABLE À ISRAËL

Le Conseil de sécurité de l'ONU était convoqué vendredi à une

réunion pour voter sur un projet de résolution américain qui affirme l'« impératif » d'un cessez-le-feu à Ghaza, sans le demander clairement, et qui appelle à la « libération sans conditions » des otages. Bien avant le vote, il était clair que le projet de résolution allait échouer étant donné que plusieurs membres du Conseil de sécurité avaient exprimé leur insatisfaction de la « formulation », qui ne va pas jusqu'à « exiger » un cessez-le-feu. Sans surprise, trois pays, la Chine, la Russie et l'Algérie ont rejeté le projet de résolution des Etats-Unis. Amar Bendjama, ambassadeur de l'Algérie auprès des Nations unies, a déclaré que le texte était « inadéquat » et « ne tenait pas compte des immenses souffrances endurées par les Palestiniens ». Le représentant de l'Algérie reproche au texte américain de ne pas citer l'entité sioniste comme responsable des carnages qui ont lieu depuis près de six mois.

«Ceux qui croient que la puissance occupante israélienne choisira de respecter ses obligations juridiques internationales se trompent. Ils doivent abandonner cette fiction ».

Le représentant de la Chine au Conseil de sécurité, Zhang Jun, a également critiqué le projet de résolution américain sur Ghaza, affirmant qu'il a « éludé la question la plus centrale, celle du cessez-le-feu ».

« Le texte final du projet de résolution américain reste ambigu et n'appelle pas à un cessez-le-feu immé-

diat », affirme le représentant de la Chine. « Cette résolution ne répond pas aux attentes de la communauté internationale », a-t-il ajouté. « Le projet américain, au contraire, pose des conditions à un cessez-le-feu, ce qui revient à donner le feu vert à la poursuite des massacres, ce qui est inacceptable », affirme encore M. Jun. « Le Conseil de sécurité s'agit et n'a pris aucune mesure pour cesser le feu à Ghaza. »

Ce qui compte maintenant, c'est l'action visant à parvenir à un cessez-le-feu et à promouvoir une solution permanente à la question palestinienne », conclut le représentant de la Chine. La Guyane, seul pays membre à s'être abstenu lors du vote, a déclaré que le texte proposé « manquait d'attribution dans un certain nombre de domaines clés ». « À qui s'adresse la demande de respect des obligations découlant du droit international ? Qui empêche l'utilisation de tous les itinéraires disponibles vers la bande de Ghaza ? »

Qui ne respecte pas les mécanismes de déconfliction et de notification ? », s'est interrogée l'ambassadrice Carolyn Rodrigues-Birkett, la représentante de la Guyane.

« Nous connaissons les réponses à ces questions... Pourquoi alors les demandes pertinentes de cette résolution n'ont-elles pas été clairement adressées à la puissance occupante, ne serait-ce qu'une seule fois ? », a-t-elle ajouté.

**Le Quotidien**  
D'ORAN

Edition Nationale d'Information  
Editée par la SPA  
**ORAN - PRESSE**  
au Capital de 195.923.000,00 DA

**Président**  
**Directeur Général**  
**Directeur**  
**de la Publication**  
Mohamed Abdou  
BENABBOU

**Direction - Administration**  
**Rédaction centrale**  
63, Ave de l'ANP - Oran  
B.P.N°110 - Oran  
Tél. 041.23.25.22  
23.25.23 / 23.25.24  
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

**Fax Pub:** 041.23.25.21  
**Fax et Rédaction:** 041.23.25.20

**Imp.: Oran:** imprimerie  
"Le Quotidien d'Oran"  
**Alger:** imprimerie "Le Quotidien d'Oran"  
**Constantine:** S.I.E.

**INTERNET:** <http://www.lequotidien-oran.com>  
**E-mail:** [infos@lequotidien-oran.com](mailto:infos@lequotidien-oran.com)  
[publicite@lequotidien-oran.com](mailto:publicite@lequotidien-oran.com)  
[admin@lequotidien-oran.com](mailto:admin@lequotidien-oran.com)  
[lequotidiendoran@yahoo.fr](mailto:lequotidiendoran@yahoo.fr)

**Rédaction Algéroise**  
Tél.: 021. 64.96.39 - Fax: 021. 61.71.57  
**Pub Tél.:** 021. 64.96.44

**Rédaction Constantinoise**  
Tél.: 031.92.12.11  
Fax: 031.92.12.22

**Diffusion:** Ouest et Centre: SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à: l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - **Téléphone:** 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - **Fax:** 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77  
**E-mail:** [agence.regie@anep.com.dz](mailto:agence.regie@anep.com.dz) / [programmation.regie@anep.com.dz](mailto:programmation.regie@anep.com.dz) / [agence.oran@anep.com.dz](mailto:agence.oran@anep.com.dz) / [agence.annaba@anep.com.dz](mailto:agence.annaba@anep.com.dz) / [agence.ouargla@anep.com.dz](mailto:agence.ouargla@anep.com.dz) / [agence.constantine@anep.com.dz](mailto:agence.constantine@anep.com.dz)



## Sur décision de Tebboune Election présidentielle anticipée le 7 septembre



A. Z.

Les électeurs seront appelés aux urnes le 7 septembre prochain pour choisir un président de la République. Prévue le 12 décembre 2024, la date de l'élection présidentielle a été, ainsi, avancée de trois mois, selon les termes d'un communiqué de la présidence de la République, rendu public jeudi dernier, annonçant que «le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a décidé la tenue d'une élection présidentielle anticipée le 7 septembre 2024».

La décision de la tenue d'une élection présidentielle anticipée a été prise, jeudi 21 mars, lors d'une réunion consacrée à l'examen des préparatifs de la prochaine élection présidentielle, qui a été présidée par le président de la République, en présence du président du Conseil de la nation, du président de l'Assemblée populaire nationale, du président de la Cour constitutionnelle, du Premier ministre, du chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, du directeur de cabinet à la présidence de la République, du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire et du président de l'Autorité nationale indépendante des élections. Selon la même source, «le corps électoral sera convoqué le 8 juin 2024».

Selon les premières réactions, la classe politique a accueilli favorablement cette décision du président de la République. Dans un communiqué publié, hier, le Rassemblement national démocratique (RND) a considéré cette décision comme une réponse à ceux qui sèment le doute. Ajoutant que l'Algérie est un Etat des institutions et un Etat constitutionnel. Le même communiqué signé par le SG du RND, Mustapha Yahia, a relevé que la décision concernant les élections anticipées s'inscrit dans le cadre de la poursuite des réformes et la poursuite de l'Etat des institutions. Non sans assurer que le RND participera au succès de cet important rendez-vous électoral.

De son côté, le président du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Abdelali Hassani Cherif, a appelé, jeudi dernier depuis Laghouat, à l'occasion

d'un Iftar collectif annuel avec les militants de son parti, à «garantir un climat électoral empreint de transparence lors de la prochaine élection présidentielle». M. Hassani Cherif a précisé que son parti «aspire à un climat électoral empreint de transparence lors de la prochaine élection présidentielle» en vue de sortir «du stéréotype imposé par les anciennes pratiques négatives». Concernant la participation à la prochaine présidentielle prévue le 7 septembre, il a affirmé que «la position du MSP sera tributaire de la décision du conseil national de la choura et après les rencontres organisationnelles et consultatives de base et centrales».

Concernant la cause palestinienne, M. Hassani Cherif a salué la position indéfectible de l'Algérie et appelé à soutenir davantage le peuple palestinien face à l'agression sioniste abjecte. Le combat du peuple palestinien finira par l'indépendance de la Palestine avec El Qods pour capitale, tout comme la révolution algérienne, a-t-il assuré.

Pour sa part, le parti Talaia El Hourriyet a annoncé à travers un communiqué avoir pris acte de la décision de l'organisation des élections présidentielles anticipées, relevant que la décision en question fait partie des prérogatives constitutionnelles du président de la République. Ajoutant que la parti croit que l'Etat puissant et stable sur les plans politique et sécuritaire, et développé économiquement, est celui qui possède des institutions légales et un front intérieur uni et solidaire. Le parti déclare aspirer également à ce que ce prochain rendez-vous électoral soit une occasion pour imprimer le changement en matière de construction d'institutions légales et le travail pour promouvoir l'Etat national en Etat de droit, et cela ne sera possible qu'à travers l'accomplissement de la souveraineté populaire. Tout en assurant en conclusion que le parti ne lésinera pas sur les efforts pour participer dans toute démarche mettant l'intérêt supérieur du pays au-dessus de toute considération politique, et qu'il se tient prêt à participer dans tout effort visant la consolidation du front intérieur et mettant le pays à l'abri de tous les dangers.

## Selon l'APS Les raisons d'une annonce

L'annonce d'avancer l'élection présidentielle à septembre 2024 semble en avoir désarçonné plus d'un. Le Président de la République, dans son souci de transparence, a déstabilisé ses adversaires, mais également un peu ses alliés par cette annonce qui semble brutale, dans la forme, mais tellement cohérente dans le fond.

Qui contrôle le timing, contrôle la situation. Le Président Tebboune a toujours été un "maître des horloges", souvent déroutant, mais jamais submergé. Le premier enseignement de cette annonce d'une élection anticipée est le retour à la normalité, relève l'APS dans une lecture de l'annonce de la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de la tenue d'une élection présidentielle anticipée le 07 septembre 2024.

Les événements de 2019, la présidentielle reportée de juillet 2019, celle "à la Hussarde" de décembre 2019, avaient modifié le calendrier électoral algérien. Bouleversé les traditions à cause d'événements politiques exceptionnels de par leur gravité.

L'annonce du Président Tebboune est donc le signal, officiel, d'une sortie de crise. L'Etat algérien n'est plus en crise ou en situation d'urgence. Il a reconquis sa stabilité. Ses institutions ont retrouvé leur équilibre. Il a retrouvé son processus décisionnaire. L'agenda électoral est donc re-calibré en fonction de cette norme. De la norme démocratique. De ce retour à la quiétude constitutionnelle et institutionnelle. Quitte à écourter de son propre mandat, la réflexion présidentielle semble avoir été guidée par ce souci de re-stabilisation de l'édifice de l'Etat.

Le deuxième enseignement est l'éternel retour au peuple. Seul décideur et seul comptable de l'action du Président de la République. Cette annonce est le signe que le Président Tebboune fait

confiance à son peuple, aux citoyens et aux électeurs. A leur jugement et à leur lucidité. Certes, certaines voix habituelles ont commencé à échauffer les scénarios les plus absurdes, faute de décoder la boîte noire présidentielle. La parole est libre et la spéculation gratuite.

Sauf que si les ennemis sont désarçonnés, c'est précisément à cause de cette relation charnelle entre un Président et son peuple. Le Président Tebboune n'a jamais eu besoin d'un intermédiaire. D'un filtre. D'une tutelle. Il avait établi, dès le début de son mandat, le langage de la vérité et de la franchise pure avec son peuple. Sans détour. Sans ambiguïté. Quitte à en choquer certains, ou à en bousculer d'autres. C'est le style présidentiel, il est typique au Président Tebboune qui a toujours eu l'audace de sortir des sentiers battus. De parler crument à son peuple car il l'estime mature et allergique au mensonge politique. C'est dans ce sens, qu'il revient à lui, et à lui seul de leur adresser sa vision du futur. Quand il le décidera.

Le troisième enseignement est, sans nul doute, le calcul géopolitique. Le dernier sommet du gaz, la gestion des conflits et les mutations géostratégiques et sécuritaires dans la région ont certainement mûri cette réflexion. Influée sur cette annonce. L'Algérie joue une partition serrée qui va conditionner son avenir de Nation face aux nouveaux colonialismes. Les menaces extérieures sont telles, réelles et palpables, qu'écourter le premier mandat est une nécessité tactique. Une anticipation de turbulences programmées. L'enjeu international prédomine sur l'enjeu national.

L'Algérie se doit de montrer son unité intérieure, sa cohérence domestique, avec un Président, une Armée et des institutions en ordre de bataille pour

prévenir les crises extérieures. Et elles sont déjà à nos portes. Et elles visent notre souveraineté et notre sécurité.

Le retour à la stabilité qui a été le souci cardinal du Président Tebboune doit trouver son prolongement dans le message qu'envoie l'Algérie à ses partenaires et à ses ennemis historiques. Il ne faut pas compter sur une fragilité intérieure. Il n'y aura pas de faiblesse face à l'adversité. L'Algérie est prête pour les défis qui la menacent et avancer une présidentielle est le message de cette sérénité retrouvée.

Enfin, le dernier enseignement est, sans conteste, le calme personnel du Président. On ne le soulignera jamais assez, mais l'Algérie a un Président qui travaille. Il a un job à faire et à un seul patron : le peuple. Et tant qu'il n'a pas réalisé ses objectifs entièrement, ses promesses solennelles, ses engagements inébranlables, il demeurera complètement focalisé sur le parachèvement de son pacte avec les Algériens. Avec le citoyen auquel il a redonné la dignité d'être l'arbitre suprême.

"Une Algérie Nouvelle" qui a été créée, dès sa naissance, par les experts en défaitisme, les professionnels du "déclinisme", les nostalgiques de la corruption d'Etat et les traîtres intérieurs qui ne veulent pas de l'émergence de cette Algérie renouvelée. Le chemin a été semé d'embûches, la tâche considérable, parfois pour des raisons sanitaires (Covid), qui avait prouvé l'entraide état-citoyen au demeurant, mais souvent pour des raisons endogènes au système politique qui avait déraillé de sa trajectoire. Le retour à un Etat fort est au prix de sacrifices. Le Président Tebboune a fait des espoirs, des aspirations et des propositions de son peuple son seul sacerdoce. Il est devenu, de ce fait, la garantie du lien générationnel entre l'Algérie de la Révolution et l'Algérie du Renouveau.

**Raïna Raïkoum**  
Belkacem AHCÈNE Djaballah

**O**uf ! Il était temps que le film de Derais sur «Ben M'hidi» voit enfin le jour (le 4 mars 2024). Il y a de quoi lorsqu'on voit tous les obstacles rencontrés pour sa seule sortie sur les écrans. Un produit de 1h56mn qui a coûté 4 millions d'euros, et qui a employé 200 personnes mais qui, en fin de parcours, a rencontré, avant sa diffusion, 55 réserves (surtout de la part des investisseurs publics, dont le ministère des Moudjahidines qui a contribué au financement à hauteur de 30%). D'où, 6 ans de retard et 6 années de négociations, de discussions aboutissant à 76 secondes «coupées»; 3 mn de coupures sans remontage («des dates, des noms de certains protagonistes ainsi que quelques phrases non conformes à la «vérité historique», nous dit-on). Entre-temps, il lui a été consacré 562 articles dans la presse écrite et 72 segments ont été diffusés à la radio et à la télévision. Et beaucoup d'autres dépenses, de réunions et de débats, pour certains d'entre eux inutiles. Certes, tout un tapage politico-bureaucratique-médiatique qui l'a rendu célèbre et qui va certainement -on l'espère- drainer des foules dans ce qui nous reste comme salles de cinéma. Mais, un tapage qui a détérioré l'image de tout un pan de la gestion culturelle du pays.

L'attente aura été bien plus longue n'eut été, paraît-il, l'intervention du Chef de l'Etat qui, certainement, irrité par tous ces blocages, aurait donné l'ordre de «lâcher» le film d'où la «projection surprise» du 4 mars (1.500 places gratuites?). Ce qui n'est pas encore gagné tant il est vrai que l'on n'est jamais à l'abri de surprises, la diffusion d'un produit culturel étant toujours sous la «surveillance» des «gardiens de la vérité historique» qui peuvent surgir n'importe où et n'importe quand, au niveau local comme au niveau national. Je me souviens de certains débats houleux lors de la projection du film de Rachedi sur «Ben Boulaid», cet autre immense héros national. On avait même vu l'ex-président Bouteflika, donner, en public, au sortir de la salle de projection (El Mouggar) ses «impressions» sur le film et ses «orientations» sur la manière de produire un film historique.

**TOUT UN CINÉMA !**  
Six ans d'attente, et alors que la réalisation s'était terminée en 2018 et qu'une première sortie avait été annoncée par un ministre courant 2022. Attente qu'il faut chiffrer en coûts multiples. Et, surtout en pertes financières sèches dues à l'immobilisation d'un capital financier et humain investi, au demeurant assez lourd, capital qui dev(r)ait être rentabilisé aussi rapidement que possible. Il y a, aussi, le désintéressement des publics fatigués d'attendre et surtout démobilisés par les débats autour d'on ne sait quelle «censure». Tout ça, au final, pour 76 secondes de «trop». 76 secondes qui ont meublé déjà pas mal de «papiers».

Une belle (mal-) aventure pour le réalisateur qui, bien que tout heureux de voir son film «sortir» et applaudi, bien que très heureux d'avoir «ressuscité» Ben M'hidi, aurait expliqué qu'«il arrête de travailler avec les institutions étatiques».

La grande question, en définitive! Juste au moment où une loi sur l'industrie cinématographique a été adoptée par l'APN, avec des amendements à la pelle, multipliant les «interventions» et certainement augmenté (e)s par le Conseil de la nation. Pour ma part, je pense qu'en dehors des films d'«Histoire» (sorte de documentaires finement étudiés où la vérité doit obligatoirement se marier à l'exactitude des faits et des propos), il est temps de libérer la production des films historiques (de fiction), entre autres, de tout contrôle (ou aval) des institutions se sentant, à tort ou à raison, concernées par le contenu. Ceci n'empêchant pas les avis et les consultations des spécialistes reconnus par l'Université. Le film de fiction historique doit certes raconter le passé mais, à l'écriture particulière qui ne colle pas nécessairement à la stricte «vérité» historique, il doit, aussi, faire «rêver» en ne «tuant» jamais ses héros. Et, le rêve -individuel ou national-ne doit appartenir à personne d'autre qu'à celui qui le fait et au spectateur.

PS: S'il y a un recordman en la matière à citer, c'est bien Athmane Ariouet qui attend (ou a attendu), depuis plus de 20 ans, la «libération» de son film, «Chronique des années pub».



Ali Aoun

## Les entreprises industrielles à l'arrêt seront relancées

El-Houari Dilmi

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a annoncé, jeudi à Alger, l'installation d'un groupe de travail en coordination avec les groupes industriels et les holdings publics relevant du secteur, chargé d'examiner minutieusement la situation de chaque entreprise ou unité industrielle économique à l'arrêt en vue de proposer des solutions pour relancer leurs activités.

Répondant à des questions orales lors d'une séance plénière de l'Assemblée populaire nationale (APN), Aoun a précisé que la relance des entreprises et des unités industrielles publiques à l'arrêt qui connaissent de grandes difficultés constituait un «véritable défi» pour son secteur, étant «un axe important et une priorité». Dans ce cadre, le ministre a assuré que son département ministériel avait installé un groupe de travail en coordination avec les groupes industriels et les holdings publics relevant de son secteur, chargé d'examiner minutieusement la situation de chaque entreprise ou unité industrielle économique à l'arrêt, puis de proposer des solutions pour les relancer, à travers notamment le maintien de la même activité avec des solutions opérationnelles. Il s'agit également d'envisager la possibilité de changer d'activité et de se tourner vers des domaines prometteurs, en concluant des partenariats public-public (entre les entreprises appartenant au même groupe ou entre les groupes industriels relevant du secteur industriel ou d'autres secteurs), mais aussi d'ouvrir le capital de l'entreprise.

En réponse à une question d'une

députée du « Mouvement El-Bina » sur les raisons de la non récupération des biens immobiliers abandonnés le long du littoral dans différentes communes de la capitale, à l'instar d'Hussein Dey, Mohamed Belouizdad et El Harrach, il a expliqué que le dossier de la relance des unités et des usines sises dans ces communes «bénéficie d'un suivi quotidien par les services de son secteur, qui s'attellent à les examiner, cas par cas, en tenant compte de leur environnement urbain et leur impact sur l'environnement».

Répondant à une question relative au délai de levée des obstacles sur la nouvelle zone industrielle d'Ouled Sabor dans la wilaya de Sétif, le ministre a indiqué que les autorités locales œuvrent à lever le gel sur cette zone industrielle, pour laquelle un montant de 9 milliards DA a été consacré en 2019 pour l'aménagement intérieur, et ce à travers plusieurs rapports soumis par le wali de Sétif à au Premier ministre.

### MINOTERIES : SATURATION DU MARCHÉ

Il a ajouté que ce point est inscrit au programme du Conseil des participations de l'Etat (CPE), pour après la fin du mois de Ramadhan. En réponse à une autre question sur les délais du parachèvement de la construction et de l'aménagement de la zone industrielle de Hjar Merakeb dans la commune d'Ain Regada (wilaya de Guelma), le ministre a fait savoir que l'aménagement de cette zone sera fera après la levée du gel sur l'enveloppe financière de cette opération. Au sujet de la réalisation d'une minoterie dans la wilaya d'El Meniaa, Ali Aoun a affirmé qu'il y a un mois, des instructions ont été

données au complexe Agrodiv pour réaliser la minoterie dans la wilaya, rappelant à cette occasion que les pouvoirs publics ont pris en 2017 des mesures restrictives sur l'activité des minoteries, après avoir constaté la saturation du marché par cette denrée, ayant atteint 300% de la couverture des besoins nationaux.

Au sujet des délais de délivrance des décisions d'octroi de logements de fonction aux personnels de la cimenterie de Sétif qui y sont installés depuis 1984, sachant que selon des rapports, ces logements sont inhabitables, le ministre a précisé que son département avait chargé l'organisme national du contrôle technique de la construction (CTC) et une autre société d'expertise agréée d'élaborer une expertise sur les logements de fonction. Les rapports ont relevé plusieurs dysfonctionnements dans les éléments porteurs de la structure auxquels s'ajoute le danger de l'amiante sur la santé des citoyens, selon le ministre. Le conseil d'administration de la Gica avait examiné le dossier de ces logements de fonction et donné son approbation à la proposition de transférer ces logements au Domaine national de l'Etat, propriétaire du terrain, en sus de l'élaboration d'un dossier détaillé en vue de le présenter au Conseil des participations de l'Etat (CPE) pour remédier à cette situation, a rappelé le ministre. Et d'ajouter que son département avait demandé au groupe Gica d'examiner la possibilité de rénover ces logements, ce qui est difficile à faire. Le ministère aura à discuter avec les responsables du groupe Gica sur la possibilité de réaliser des bâtisses sur le même site afin de reloger les travailleurs qui sont toujours dans ces régions.

## Lutte contre les feux de forêts

### 100 drones seront déployés dans les zones à risque

Pas moins de cent drones seront déployés à travers les wilayas potentiellement menacées par les feux de forêts dans le cadre du dispositif de prévention et de lutte contre les incendies de forêts prévu pour cette campagne 2024, a annoncé jeudi à Alger un haut responsable du ministère de l'Agriculture et du Développement rural.

«Les services forestiers sont en train d'acquérir des équipements modernes dont une centaine de drones dans le cadre du développement des moyens de lutte contre les feux de forêts, et notre département travaille actuellement en coopération avec le ministère de la Défense, qui maîtrise cette technologie, pour déployer ces engins dans les sites fréquemment exposés aux feux de forêts», a affirmé le secrétaire général du ministère Hamid Bensaad, dans une déclaration à l'APS en marge de la célébration de la journée internationale des forêts, organisée cette année sous le thème «les forêts et l'innovation : nouvelles solutions pour un monde meilleur». Un thème qui reflète, selon lui, l'importance des technologies innovantes dans la protection, la préservation et la valorisation de la richesse forestière dans le cadre du développement durable.

Outre les drones qui font partie des nouvelles technologies pour la protection de la forêt, M. Bensaad a affirmé que le ministère recourt également à d'autres solutions innovantes, notamment l'implantation de

nouvelles espèces résistantes adaptées aux conditions extrêmes.

Toujours dans le cadre de la protection des forêts et la lutte contre les effets du changement climatique, il a cité les solutions Growbox adoptées par les services forestiers pour parer à la raréfaction des pluies. «Ce système d'irrigation innovant, développé dans le cadre d'un partenariat avec le programme alimentaire mondial, contribue à la réussite du processus de reboisement, a-t-il fait valoir, précisant que ce système a été testé au niveau de quatre wilayas du pays à savoir Skikda, Adrar, Tindouf et Illizi. Il a également mentionné le projet de réhabilitation et de l'extension du barrage vert, lancé officiellement en 2023 par le président de la République en soulignant son importance dans la lutte contre la désertification, les effets du changement climatique et l'amélioration des conditions socio-économiques des populations des zones rurales.

Le même responsable a assuré que l'utilisation des nouvelles technologies est l'un des moyens importants sur lesquels s'appuie le ministère pour protéger les forêts contre les différents risques tout en valorisant leurs ressources de manière durable. Pour sa part, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, a affirmé, jeudi à Alger, que la réalisation de nouvelles unités de la Protection civile se fait sur la base d'une étude «objective et précise»

basée sur plusieurs critères.

Lors d'une séance plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN), consacrée aux questions orales adressées à des membres du Gouvernement, M. Merad a précisé que «la réalisation de nouvelles unités de la Protection civile se fait sur la base d'une étude objective et précise qui tient compte de plusieurs critères, notamment le niveau des risques dans la région, la densité de la population, ainsi que le nombre d'accidents et d'interventions enregistrés chaque année». Dans ce sillage, il a expliqué que ses services œuvrent, à travers la Direction générale de la Protection civile (DGPC), à «assurer une couverture complète de toutes les communes du pays, tout en recensant l'ensemble des points noirs où les accidents sont enregistrés en vue d'établir des programmes proactifs».

Par ailleurs, le ministre a affirmé que l'annexe de l'Ecole nationale de la Protection civile à Aflou (Laghouat) «n'a jamais failli à ses missions liées à la formation spécialisée continue, au développement des compétences et expertises professionnelles et à l'organisation de sessions de formation sur la prévention contre les incendies et les différents risques». Il a également rappelé que la DGPC a «bénéficié en 2018 d'une autorisation de recrutement externe de 2600 agents répartis sur les cinq annexes de l'Ecole», soulignant que l'annexe d'Aflou exerce ses activités «normalement».

## Crise humanitaire au Soudan

### Bendjama plaide pour une solution politique

Le représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations unies, Amar Bendjama, a souligné, au nom des membres du groupe A3+ (Algérie, Mozambique, Sierra Leone et Guyane), l'importance d'une solution politique au conflit au Soudan pour répondre à la crise humanitaire qui sévit dans ce pays où 18 millions de personnes sont confrontées à une insécurité alimentaire aiguë. «Près d'un an s'est écoulé depuis que la crise a éclaté au Soudan, tuant de nombreux innocents et déplaçant de force des milliers de personnes, provoquant des déplacements massifs tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières du Soudan», a dit M. Bendjama dans une Déclaration commune de l'A3+ sur la Note blanche présentée mercredi par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA) sur les «Risques pour la sécurité alimentaire au Soudan», lors d'une réunion du Conseil de sécurité consacrée à ce sujet.

«Comme décrit dans la Note blanche présentée par OCHA, conformément à la résolution 2417, la situation est effroyable et requiert toute notre attention», a déclaré l'ambassadeur avant d'ajouter: «Il est extrêmement préoccupant que 18 millions de personnes au Soudan soient confrontées à une insécurité alimentaire aiguë». En outre, près de neuf (09) personnes sur dix (10) confrontées à une insécurité alimentaire d'urgence au Soudan se trouvent dans des zones touchées par le conflit au Darfour, au Kordofan, à Khartoum et à Al Jazirah, s'est-il alarmé.

«Cette réalité souligne l'importance d'une solution politique pour répondre durablement à la crise humanitaire. Les protagonistes doivent donc clairement s'engager en faveur d'un cessez-le-feu, première étape cruciale vers une solution politique», a souligné M. Bendjama.

Et de poursuivre dans ce même contexte: «l'adoption de la résolution 2724 le 8 mars appelant à un cessez-le-feu pendant le mois sacré du Ramadhan a suscité de nombreux espoirs. Il reste cependant beaucoup à faire pour assurer la pleine mise en œuvre de la résolution».

A cet égard, a tenu à préciser le diplomate, «nous attendons avec impatience la tenue du prochain cycle du processus de Djeddah et la prochaine conférence humanitaire à Paris, tout en exprimant notre optimisme quant au fait que les deux parties pourront obtenir des engagements concrets de la part des parties soudanaises».

Pour le groupe A3+, «un processus politique global, qui tienne compte de toutes les préoccupations et de

tous les points de vue, nécessite un soutien large et sincère de la part de la communauté internationale». Ainsi, a-t-il prévenu, «les ingérences extérieures qui alimentent la crise et entravent les efforts de paix doivent être publiquement et fermement condamnées».

Revenant sur la situation humanitaire prévalant au Soudan, le représentant permanent de l'Algérie à l'ONU a dit: «Si nous avions la capacité d'inverser le cours du temps, il aurait été unimaginable pour un pays comme le Soudan, grenier connu pour ses ressources abondantes et ses traditions agricoles, d'être confronté à de graves risques d'insécurité alimentaire».

«Malheureusement, la guerre a conduit à une réalité différente et triste», a-t-il déploré soulignant qu'il est encore plus préoccupant de contempler les chiffres décrivant l'impact direct de la détérioration rapide de la situation humanitaire sur les enfants».

A cet effet, M. Bendjama a jugé «crucial de garantir un accès sans restriction à l'aide humanitaire et à son acheminement pour atteindre les zones touchées». A cet égard, «la décision du gouvernement soudanais de faciliter l'accès humanitaire, via plusieurs points frontaliers, notamment par voie aérienne, est louable et nécessite une mise en œuvre rapide pour relever les défis urgents», a-t-il enchaîné.

Et en termes de financement, «il est urgent d'intensifier le soutien, d'élaborer un plan de réponse humanitaire global, d'éliminer le risque d'insécurité alimentaire généralisée, de restaurer les systèmes alimentaires et, à terme, de lancer la reconstruction du pays», a préconisé l'Ambassadeur.

M. Bendjama a tenu aussi à préciser, au nom des membres du groupe A3+, que la confrontation armée au Soudan «a perturbé les systèmes alimentaires du pays et entraîné la destruction d'infrastructures critiques, entraînant ainsi un ralentissement de son économie».

Face à cette situation, «nous appelons les donateurs internationaux à redoubler d'efforts pour améliorer la situation humanitaire et à aider le Soudan à s'engager sur la voie de la stabilité, d'une paix durable et de la reconstruction après la crise», a-t-il souligné.

«La situation au Soudan n'est pas moins importante que n'importe quel autre dossier à l'ordre du jour de ce Conseil. Nous devons rester concentrés sur les meilleurs moyens de désamorcer les tensions, en coordination avec les autorités soudanaises. Le peuple soudanais innocent mérite dignité, protection et un avenir meilleur», a conclu Amar Bendjama.

## Education

### Belaabed satisfait des résultats du deuxième trimestre

Le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belaabed, a indiqué, jeudi à Alger, que de «bons résultats scolaires» avaient été enregistrés le deuxième trimestre.

«De bons résultats scolaires ont été enregistrés le deuxième trimestre», a affirmé le ministre lors d'une séance plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN) consacrée aux questions orales, saluant «les efforts consentis par les personnels de l'éducation pour obtenir ces résultats».

Répondant à une question concernant le projet de statut et de régime indemnitaire des corps spécifiques

de l'Education nationale, le ministre a assuré que ce projet «apportera de nouveaux acquis», mettant en avant «l'intérêt porté à ce sujet par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune». Le ministre a rappelé, à cet égard, que le président de la République avait ordonné en Conseil des ministres, le 18 février dernier, «le report de l'exposé sur le statut et le régime indemnitaire des corps spécifiques de l'Education nationale afin d'en améliorer le contenu, en tenant compte du fait que l'enseignant est un éducateur avant d'être un fonctionnaire».



## Numérisation des procédures d'installation des officines privées La plateforme nationale en voie d'achèvement

**Le Syndicat national des pharmaciens d'officines (Snapo) a annoncé, à travers un communiqué rendu public, en réaction à certaines déclarations autour de l'installation et le transfert des officines privées, que la plateforme numérique réservée à cette question est déjà sur les rails.**

M. Aziza

En précisant qu'elle est déjà en phase d'achèvement. Les rédacteurs du communiqué ont précisé que de grands efforts ont été déployés par le groupe de travail mixte, installé depuis un an par le ministère de la Santé, pour numériser les procédures d'installation et de transformation des pharmacies. Soulignant que ce groupe comprend, le Conseil national de l'Ordre des pharmaciens (CNOF), le Syndicat national des pharmaciens SNAPO, et la Direction générale de la pharmacie et des équipements de santé.

Il a été précisé que ce dossier a fait de grands progrès et qu'il est en voie d'achèvement après que la partie technique de la plateforme numérique ait été finalisée. Et devrait passer à la phase d'application, conformément à l'instruction ministérielle n°02 du 22 février 2024, délivrée par la Direction générale de la pharmacie et des équipements de santé. Cette dernière concerne la préparation de la base de données nécessaire à la numérisation des procédures d'installation, d'ouverture, de transfert et de fermeture d'une pharmacie privée. La même instruction demande également aux directions nationales de la Santé de transférer les listes d'attente définitives pour toutes les demandes avant la date du 31 mars 2024.

Le Syndicat souligne également le grand rôle joué par les Commissions techniques de wilayas et le Comité central pour étudier les recours et les appels à l'installation, l'ouverture, le transfert et la fermeture des pharmacies, face à de nombreux cas de blocage résultant de mauvaises décisions de gestion au cours des périodes précédentes. Notamment dans les wilayas de Constantine, de Sétif, de M'Sila, d'Oran et d'Annaba et dans la capitale... etc.

En précisant que ces comités ont contribué à ajouter plus de transparence aux processus d'étude des dossiers d'installation, d'ouverture, de transfert et de fermeture, « contrairement à ce que certains tentent de promouvoir » est-il indiqué. Ce qui a permis l'installation de plus de 5.000 nouvelles pharmacies depuis l'année 2014, date de la mise en place de ces commissions paritaires. Contacté par nos soins, le chargé de la communication du Syndicat national des pharmaciens algériens agréé (SNPAA), Samy Khellaf a affirmé, pour sa part, que « la mise en place d'une plateforme numérique est une bonne chose, car c'est le seul outil qui peut nous garantir de la transparence ». Mais, dit-il, il faut surtout s'arrêter à travers cette plateforme numérique sur le respect de la réglementation et les procédures d'installation des officines.

En citant, les deux principales conditions, relative pour la première au respect de la distance minimale entre deux officines fixée selon la réglementation à 200 m et en second lieu la norme d'une officine pour 5.000 habitants. Pour M. Khellaf, la numérisation de la procédure de l'installation, du transfert et de l'ouverture de nouvelles officines permet une gestion transparente et moderne de ce dossier. Et permettra une vision beaucoup plus claire pour répondre, à la fois, aux demandes d'agrément déposées par les pharmaciens et surtout pour répondre aux besoins de la population en matière de services de pharmacie.

Pour rappel, l'Association nationale des pharmaciens algériens (ANPHA) a demandé, à travers une lettre adressée au ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, de la «transparence autour de l'installation des officines». L'Association a estimé que le déploiement immédiat d'une plateforme numérique nationale est une option stratégique qui générera des données fiables qui permettront une meilleure planification assurant une couverture sanitaire globale aux patients, les rapprochant ainsi des services que peuvent prodiguer les pharmaciens. Cela offrira également une visibilité pour les pharmaciens afin de se projeter et de mieux gérer leurs plans de carrière professionnelle, a indiqué l'ANPHA.

### Santé

## De nouveaux pôles pour éviter aux patients de se déplacer

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, a affirmé, jeudi à Alger, la volonté de son secteur de créer de nouveaux pôles de santé afin d'éviter aux patients la peine de se déplacer, notamment pour les régions du Sud.

Répondant à une question sur la stratégie du secteur pour réduire les cas d'atteinte du cancer, lors d'une séance plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN), présidée par le vice-président de l'Assemblée, M. Guesri Messaoud, consacrée aux questions orales, M. Saihi a précisé que son secteur œuvrait à «créer de nouveaux pôles de santé pour épargner aux patients la peine de se déplacer, notamment pour les régions du Sud», ajoutant que l'Etat «déploie de grands efforts pour assurer une meilleure prise en charge sanitaire aux citoyens et veille à assurer une répartition équitable des structures de santé sur l'ensemble du territoire national». A cet égard, il a fait savoir que 146 médecins du Sud sont en cours de formation pour remédier au manque.

Le ministre a fait état de

«47.000 cas de cancer par année», relevant «l'organisation de campagnes de dépistage précoce de cette maladie, en assurant au patient une meilleure prise en charge au niveau de 20 centres anti-cancer (CAC) à travers le pays, ainsi que d'autres centres qui seront ouverts prochainement, outre l'appui des hôpitaux qui compte plus de 240 lits au niveau de leurs services de cancérologie, et l'ouverture de plus de 45 services de chimiothérapie, en attendant d'atteindre prochainement le nombre de 53 services à travers l'ensemble du territoire national.

A une autre question sur le manque de structures sanitaires dans la wilaya de Djelfa, notamment dans la spécialité mère-enfant, le ministre a souligné que la couverture sanitaire spécialisée en la matière «est assurée dans les deux wilayas déléguées de Messâad et d'Aïn Oussara, avec une capacité d'accueil totale de 70 lits, outre plusieurs infrastructures sanitaires dont a bénéficié la wilaya dans le cadre du programme du président de la République, qui permettront une

prise en charge de la santé mère-enfant, ainsi que d'autres spécialités». Le ministre a également affirmé la volonté du secteur à remédier à toutes les lacunes enregistrées au cours des dernières années, et ce, en application des instructions du président de la République et en concrétisation de ses engagements en la matière.

S'agissant de l'état du secteur dans la wilaya de Saïda, M. Saihi a fait état de «deux projets pour la réalisation de deux hôpitaux, dont un public avec une capacité de 400 lits qui deviendra un établissement hospitalier spécialisé (EHS), et l'autre spécialisé dans la prise en charge de la santé mère-enfant avec une capacité de 240 lits».

Dans ce cadre, il a rappelé qu'avant 2019, la wilaya ne disposait que de deux établissements hospitaliers, raison pour laquelle le secteur a décidé cette année de créer et de mettre en service trois nouveaux établissements publics hospitaliers (EPH) à El Hassasna, Sidi Boubekeur et Youb, en sus de nouveaux projets pour la réalisation de trois hôpitaux».

### Béjaïa

## 8 morts dans une collision

Huit (8) personnes sont décédées jeudi en milieu de matinée dans une collision survenue sur l'axe de la pénétrante Béjaïa-Ahnif (Bouira) à hauteur de la localité de Biziou dans la daïra de Seddouk, à 65 km à l'ouest de Béjaïa, entre un camion semi-remorque et un taxi collectif, selon un nouveau bilan de la Protection civile.

Un premier bilan de la protection civile avait fait état de cinq (5) morts sur le coup et avait indiqué que ses éléments se trouvaient encore sur les lieux du drame pour tenter de retirer d'autres passagers qui se trouvaient encore coincés dans le taxi.

Toutes les victimes, des jeunes hommes et une jeune fille de 26 ans, se trouvaient à bord du taxi collectif, a précisé la même source.

Le procureur de la République près le tribunal d'Akbou a ordonné l'ouverture d'une enquête préliminaire sur les circonstances de l'accident, a indiqué un communiqué du tribunal.

"En application des dispositions de l'article 11 du Code de procédure pénale, le procureur de la République près le tribunal d'Akbou informe l'opinion publique qu'en ce jour, jeudi 21 mars 2024 à 11h00, un grave accident de circulation s'est produit au niveau de l'autoroute reliant la ville de Béjaïa à l'autoroute est-ouest au lieu-dit village Beziou", lit-on dans le communiqué. L'accident s'est produit entre un taxi de marque Peugeot expert venant d'Alger en direction de la ville de Béjaïa et un camion de marque Daewoo qui était en panne et stationné sur la bande d'arrêt d'urgence.

Dans ce cadre, "le parquet de la République a ordonné l'ouverture d'une enquête préliminaire sur les circonstances de l'accident, en vue de déterminer les responsabilités", a conclu le communiqué.

## Sonelgaz lance la production de détecteurs de CO à Sétif



Le groupe Sonelgaz a lancé l'opération de production de détecteurs de monoxyde de carbone (CO) au niveau de l'unité de production des équipements électriques et gaziers à Sétif, a indiqué, jeudi, le groupe. Le groupe a montré, dans une vidéo informative, le lancement de l'opération de production des détecteurs de monoxyde de carbone (CO) au niveau de l'unité de production des équipements électriques et gaziers de Sétif et qui seront installés gratuitement dans les foyers des citoyens, conformément aux instructions des pouvoirs publics, précise la société. Le Président-directeur général (P-dg) de la Société algérienne des industries électriques et gazières, Youcef Defdar a indiqué, dans cette vidéo, que sa société a entamé

la 1ère étape de cette opération et qui porte sur la production de 5 millions de détecteurs, et ce en application des instructions de la Sonelgaz, conformément aux directives des pouvoirs publics visant à produire 15 millions d'appareils en vue de leur installation dans les foyers. M. Defdar a en outre souligné que la Société algérienne des industries électriques et gazières procédera à l'installation des machines pour la fabrication des détecteurs entièrement au niveau de l'unité. La production sera lancée avec un taux d'intégration estimé à 52%, a précisé le même responsable qui a appelé les opérateurs économiques à contribuer à l'augmentation du taux d'intégration à plus de 90% auquel la société aspire à atteindre début 2025.



## Une élection présidentielle anticipée : une décision opportune, brillante et courageuse

Par Mourad Benachenhou

« Gouverner, c'est prévoir ! » Cette devise, aussi facile à répéter que difficile à mettre en œuvre, distingue pourtant d'un côté, les chefs d'état et de gouvernement qui sont capables de comprendre le contexte compliqué dans lequel ils agissent, -contexte qui comporte des facteurs dont les uns sont connus de tous, et les autres cachés,- et prennent les décisions adéquates pour en affronter les défis, et, de l'autre, les responsables nationaux qui se contentent de jouir des privilèges de leur position, et de « suivre la vague, » au jour le jour, selon l'adage populaire imagé.

### SE PROJETER DANS LE FUTUR POUR NE PAS ETRE SURPRIS PAR LES EVÈNEMENTS

Il est évident que les décisions qui sont prises justement pour affronter un futur quelque peu houleux, sont souvent reçues par l'incompréhension ; elles suscitent des réactions et des critiques venant soit de milieux sincèrement attachés aux intérêts de la Nation, mais mal informés de l'état des choses, soit de forces hostiles qui tissent toutes sortes d'intrigues et de manœuvres, sous différentes formes et dans différentes arènes, pour imposer leurs propres visions et leurs propres intérêts, et prendre contrôle du futur de la Nation envers laquelle, pour différentes raisons, ils nourrissent de mauvais desseins.

### UN MONDE EN CRISE PROFONDE PÉRILLEUSE

Le monde passe par une phase qu'on ne peut qualifier que de très dangereuse. On a la forte impression que les règles qui gouvernent l'ordre international, et qui ont été établies à la suite de la Seconde Guerre mondiale, ainsi que toutes les institutions qui les incarnent, ont perdu de leur crédibilité et de leur importance dans les relations entre états.

La preuve en est que les foyers de tension à l'échelle planétaire pouvant conduire à des conflits armés ne manquent pas, sans qu'on perçoive une volonté quelconque de la part des parties en conflits de les régler par des moyens pacifique, par des négociations et des solutions pacifiques dont nul, certes, ne sortirait entièrement vainqueur, mais qui éviteraient, du moins, des souffrances et des pertes humaines et matérielles incalculable, avec même une perspective d'holocauste nucléaire de plus en plus envisageable par les états qui détiennent l'arme de destruction massive et irrémédiable.

### PERSPECTIVES INEXISTANTES DE RÈGLEMENT PACIFIQUE DES CONFLITS ACTUELS

On constate qu'il n'y a aucune perspective de voir, à terme, ces conflits réglés par des voies non belliqueuses. Au contraire, les médias comme les dirigeants des pays impliqués annoncent une course aux armements de plus en plus frénétique, et lancent des menaces d'interventions armées explicites dans les différends qui les touchent, et préparent leurs populations aux pires des circonstances.

Même si l'Algérie n'est directement impliquée dans aucun des conflits majeurs qui déchirent le monde, et dont les plus proches et les plus intenses sont l'opération de génocide menée contre le peuple palestinien par la colonie de peuplement juive d'Israël, qui tout simplement fait fi de toutes les lois internationales et de tous les sentiments d'humanité sans susciter de la part des « gardiens de la légalité internationale, rien d'autre que des soupirs complices, et le conflit existentiel qui secoue



l'est de l'Europe, et où sont mobilisés tous les instruments unilatéraux destinés à punir l'Etat imputé d'un acte d'agression condamnable il n'en demeure pas moins qu'elle est tenue à la fois de bien évaluer l'impact décisif que ces conflits ont, même indirectement, sur sa sécurité intérieure comme extérieure, et suivre la ligne de politique étrangère la plus conforme à ses principes et à ses intérêts économiques et financiers, ceci d'autant plus qu'un certain voisin a décidé de prendre une position définitive au profit d'un ou l'autre des belligérants, d'estimer qu'il a une opportunité à ne pas manquer de tenter, par ce fait, d'accroître une certaine hostilité à l'égard de l'Algérie, et de l'isoler diplomatiquement de manière hermétique, avant de s'attaquer directement à elle.

### UNE DYNASTIE AUX ABOIS, PRÊTE A TOUTES LES AVENTURES POUR SE MAINTENIR AU POUVOIR

Il est certain que c'est à la dynastie alaouite qu'il est fait référence ici, tout en soulignant que le peuple marocain dans sa grande majorité, est hostile aux positions extérieures de cette dynastie, et les conteste publiquement.

Cette contestation est d'autant plus forte que les conditions économiques et sociales du Royaume sont de plus en plus mauvaises, qu'il plie sous le poids d'une dette extérieure de près de \$100 milliards, le rapprochant dangereusement d'une situation de cessation de paiement, que la sécheresse qui règne ne peut qu'accroître la misère profonde des couches les plus misérables, et que les perspectives d'une amélioration future de cette situation sont extrêmement faibles. Les maux sociaux, comme la mendicité et la prostitution, sont devenus endémiques.

Dans ce contexte, le risque d'une révolte populaire spontanée ou même de bouleversement politique brutal ne sont pas à exclure. Le fait que le détenteur du trône ait décidé de se mettre sous la protection directe de l'ex-puissance protectrice est la preuve que la confiance ne règne plus et qu'il se sent en danger physique dans son propre palais. Son étroite relation avec la colonie de peuplement juive est le révélateur d'une certaine panique qui pourrait le conduire à l'aventurisme, avec la couverture militaire de cette colonie, et à une tentative de mobiliser son peuple par une

agression contre son voisin de l'Ouest, c'est-à-dire notre pays.

### UN ACTE DE PROVOCATION CALCULÉ POUR JUSTIFIER DES HOSTILITÉS

Qu'on ne se fasse pas d'illusion : l'affaire de la décision marocaine d'exproprier le bâtiment de la chancellerie de l'ambassade d'Algérie à Rabat, propriété acquise légalement par le GPRA il y a plus de 70 ans de cela, surplombant l'Oued Bouregreg, et voisine directe du ministère des affaires étrangères marocain, n'est nullement un différend de caractère immobilier, mais bien une provocation insultante, faisant fi d'une convention internationale existant depuis 1815 protégeant les biens des représentations diplomatiques, provocation destinée à, humilier l'Etat et le peuple algériens, et à forcer leur gouvernement à réagir au-delà de la simple protestation diplomatique et des démarches juridiques.

La dynastie alaouite lance un défi à l'Algérie, dans un contexte international périlleux, et tente de mobiliser, à travers cette affaire, les alliances contre nature qu'elle a tissées depuis quelques temps, en préparation d'un conflit armé direct dans lequel elle estime avoir tous les atouts en main. Par cette affaire, qu'elle a décidé de lancer maintenant, elle jette un gant au gouvernement algérien et attend de lui les réactions qui pourraient justifier un conflit armé en coalescence avec ces alliances au profit exclusif de cette dynastie et lui permettant de gagner un sur-sis dans sa survie maintenant en péril.

### UN MESSAGE FERME ET ADÉQUAT POUR RELEVER LE DÉFI SANS TOMBER DANS LE PIÈGE DE LA PROVOCATION

Tout en menant les actions diplomatiques et juridiques lui permettant de défendre ses droits comme état souverain, dont les représentations diplomatiques sont couvertes par une multitude de traités internationaux, dont le plus important est la Convention de Vienne, aux fondements datant de près de deux siècles et quart, l'Algérie se devait de lancer un message fort et de prouver qu'elle était prête à toutes les éventualités, y compris une provocation du type de celles dont elle est la victime actuellement.

Ce message est la décision d'une élection présidentielle anticipée qui assurerait la continuité de l'autorité de l'Etat au sommet, établirait sur des bases solides et incontestables la légalité du pouvoir suprême et sa légitimité, lui permettant de prendre, en temps voulu, et le cas échéant, les dures décisions que dicte une situation de péril extrême, et maintenant le climat de confiance indispensable entre le Chef de l'Etat et son peuple, dans une phase où pourraient être demandés des sacrifices et des souffrances. Dans une situation de crise, dont tous les éléments sont déjà en œuvre, il est indispensable d'éviter toute situation de flottement au sommet et de s'assurer que les décisions du moment ne souffriront pas d'hésitation ou de continuité au moment où la crise éclate au grand jour et que le pays bascule dans un état de grande urgence. La date à laquelle est fixée cette élection anticipée est suffisamment lointaine pour permettre un déroulement du processus électoral sans faille et sans contestation.

### EN CONCLUSION

On n'est nullement dans le secret des dieux, mais on est tout de même convaincu que, derrière cette décision, ne pointe aucun intérêt personnel ou ambitions individuelles, mais exclusivement une volonté ferme et réfléchie de mettre les intérêts de la Nation, dans un contexte dangereux, au dessus de toute considérations, et de la préparer à des épreuves qui pourraient lui être imposées par des forces extérieures hostiles, tentant de profiter du grand bouleversement en cours dans le monde, pour sauver leur pouvoir et préserver leurs privilèges, même au détriment de leur propre peuple.

La décision d'anticiper les élections présidentielles comporte sans aucun doute plus d'un message, adressé d'abord et principalement au peuple algérien, et destiné à assurer que le Sommet de l'Etat prend ses dispositions dans l'éventualité d'évolutions graves, mais prévisibles à travers l'état actuel des choses, et donc garantissant le soutien populaire en temps voulu, et le cas échéant, et message également dirigé vers forces extérieures, dont le plus virulent est voisin de l'Ouest, les avertissant que l'Algérie sera prête si besoin est de donner la réponse adéquate au défi qui pourrait lui être lancée, et qu'il n'y aura pas, dans cette perspective, de flottement au sommet de l'Etat.



# La transition d'une société rentière à une société fondée sur la connaissance

Par Oukaci Lounis\*

Suite et fin

## AVANTAGE :

- Stimule l'innovation et la créativité : en favorisant la recherche, le développement et la diffusion de connaissances, l'économie de la connaissance encourage l'innovation et la création de nouvelles idées et technologies.
- Favorise la croissance économique à long terme : en investissant dans l'éducation, la formation et la recherche, les pays peuvent développer des secteurs économiques basés sur la connaissance qui sont plus durables et compétitifs sur le marché mondial.
- Améliore la productivité : en valorisant les compétences et les connaissances des travailleurs, l'économie de la connaissance peut augmenter la productivité et l'efficacité des entreprises.

## INCONVÉNIENTS :

- Accentue les inégalités : l'économie de la connaissance peut favoriser les individus et les entreprises qui ont accès à des ressources et des compétences spécifiques, ce qui peut accentuer les inégalités économiques et sociales.
  - Risque de monopolisation : les entreprises qui détiennent des connaissances et des technologies de pointe peuvent avoir un avantage concurrentiel important, ce qui peut entraîner une concentration du pouvoir économique entre les mains de quelques acteurs.
  - Besoin de régulation et de gouvernance : pour assurer une transition réussie vers une économie de la connaissance, il est nécessaire de mettre en place des politiques et des réglementations appropriées pour garantir que les avantages de cette économie profitent à l'ensemble de la société.
- En résumé, l'économie de la connaissance offre de nombreux avantages en termes d'innovation, de croissance économique et d'amélioration de la productivité, mais elle comporte également des inconvénients tels que l'accentuation des inégalités, le risque de monopolisation et le besoin de régulation. Il est donc essentiel pour les gouvernements et les entreprises de mettre en place des politiques et des stratégies appropriées pour maximiser les avantages de l'économie de la connaissance tout en atténuant ses inconvénients potentiels.

## COMMENT EFFECTUER LA TRANSFORMATION ?

Transformer une société rentière en une société de connaissance est un processus essentiel pour favoriser la croissance, l'innovation et le développement durable. Les défis inhérents à une société rentière, caractérisés par une dépendance excessive aux ressources naturelles et aux revenus qu'elles génèrent, soulignent la nécessité de transition vers une société de connaissance axée sur une nouvelle décision politique éducative courageuse, la recherche de pointe et l'innovation. Les avantages d'une telle transformation sont nombreux, notamment une économie plus diversifiée, une main-d'œuvre qualifiée et une capacité accumulée à s'adapter aux changements mondiaux. Les étapes pour effectuer cette transition impliquent des investissements colossaux dans l'éducation nationale et l'enseignement supérieur, la recherche de pointe et le développement, ainsi que la promotion de la culture de l'innovation et de la créativité de l'école à l'université. En passant à une société de connaissance, l'économie peut bénéficier d'une augmentation de la productivité, d'une meilleure compétitivité sur le marché mondial et d'une plus grande capacité à relever les défis technologiques du 21<sup>e</sup> siècle. Cette évolution aura un impact positif sur l'économie et l'innovation, renforçant ainsi la position de la société dans un monde en constante évolution.

Dans l'article de DT Godih et M Lazreg (2019), les auteurs soulignent les défis persistants auxquels est confrontée une société rentière par opposition à une société de connaissance émergente. Une société rentière, basée sur des ressources naturelles ou des rentes financières, peut être limitée par sa dépendance à ces ressources finies et volatiles, ce qui rend son économie vulnérable aux fluctuations du marché mondial. En revanche, une société de connais-



sance repose sur l'innovation, l'éducation et la créativité, offrant des avantages durables et une plus grande résilience économique. En favorisant la recherche, le développement et la diffusion des connaissances, une société de connaissance peut stimuler la croissance économique, encourager l'entrepreneuriat et améliorer la qualité de vie de ses citoyens. Ainsi, la transition vers une société de connaissance peut offrir des perspectives prometteuses pour surmonter les défis socio-économiques auxquels la société rentière est confrontée.

Pour transformer une société rentière en une société de connaissance, plusieurs étapes cruciales doivent être des entreprises. Selon Maingueneau (1993), l'une des premières étapes consiste à investir massivement dans la nouvelle politique éducative nationale, qu'on devrait mettre en place dans les plus brefs délais et la recherche de pointe. En développant un système éducatif de qualité et en encourageant la recherche et l'innovation, une société peut progressivement passer d'une économie basée sur la rente à une économie basée sur la connaissance. De plus, il est essentiel de promouvoir la culture de la créativité et de l'entrepreneuriat au sein de la population, afin de stimuler l'innovation et la création de nouvelles idées et technologies. Parallèlement, il est nécessaire de favoriser la collaboration entre les différents acteurs du secteur public, privé et académique pour créer un écosystème propice à l'échange de connaissances et à la croissance économique. Enfin, la mise en place de politiques incitatives et de structures de soutien adaptées est essentielle pour encourager l'investissement dans la recherche et le développement, ainsi que pour favoriser la diffusion des connaissances au sein de la société.

La transition vers une société de connaissance a un impact significatif et positif sur l'économie et l'innovation. Selon Khedache (2015), ce changement de paradigme favorise le développement économique en encourageant la création de nouveaux produits et services, basés sur la connaissance et l'innovation. En effet, en passant à une société de connaissance, les entreprises sont incitées à investir davantage dans la recherche et le développement, ce qui stimule la croissance économique et la compétitivité sur le marché mondial. De plus, cette transition permet de valoriser le capital intellectuel et de favoriser l'émergence de nouvelles idées et technologies, contribuant ainsi à renforcer la capacité d'innovation des entreprises et à créer de nouveaux emplois hautement qualifiés. En conclusion, passer à une société de connaissance offre des opportunités majeures pour dynamiser l'économie et favoriser l'innovation, ce qui en fait un moteur essentiel de progrès et de développement socio-économique. En mettant en œuvre des politiques éducatives à long terme et des initiatives visant à promouvoir la connaissance, la société algérienne peut évoluer vers un avenir plus durable et épanouissant pour tous.

## La transition d'une société rentière à une société fondée sur la connaissance

### UNE NOUVELLE POLITIQUE EDUCATIVE : ECOLE & UNIVERSITÉ

La transition d'une société rentière à une société fondée sur la connaissance est un pro-

cessus crucial qui peut promouvoir de manière significative la croissance, l'innovation et le développement durable. Investir dans le système éducatif, y compris les écoles, collèges, lycées et les universités, joue un rôle central dans cette transformation. En comprenant pourquoi ce changement est essentiel et comment investir dans la nouvelle politique éducative peut générer un changement positif, nous pouvons ouvrir la voie à un avenir plus prospère et plus durable. La transition d'une société rentière à une société fondée sur la connaissance revêt une immense importance dans le domaine du développement économique. Dans le contexte de pays comme l'Algérie, ce changement devient particulièrement crucial car il permet une diversification de l'économie au-delà de sa dépendance traditionnelle à l'égard de ressources limitées comme le pétrole et le gaz (Gremm, Barth, Fietkiewicz et Stock).

Une société rentière, caractérisée par une forte dépendance aux rentes externes, peut conduire à des vulnérabilités dues aux fluctuations des marchés mondiaux et à une durabilité économique limitée. En adoptant un modèle fondé sur la connaissance, l'Algérie peut exploiter le pouvoir de l'innovation, de l'éducation et de la technologie pour stimuler la croissance économique et la compétitivité. Cette transition permet d'investir dans le capital humain, de favoriser l'entrepreneuriat et de cultiver une culture d'apprentissage et d'adaptation continus. En fin de compte, l'évolution vers une société fondée sur la connaissance améliore non seulement la résilience économique, mais ouvre également la voie à une prospérité et à un développement durable à long terme.

Investir dans un nouveau projet éducatif novateur et révolutionnaire est crucial pour favoriser la croissance, l'innovation et le développement durable au sein de notre société. Comme le souligne Morssy (2012), l'éducation joue un rôle central dans l'élaboration de l'avenir des nations en dotant les jeunes primaire à l'université des compétences et des connaissances nécessaires pour stimuler le progrès économique et les avancées technologiques. En investissant dans l'éducation, l'Algérie pays peut former une main-d'œuvre qualifiée capable de s'adapter aux demandes changeantes de l'économie mondiale. En outre, l'éducation agit comme un catalyseur de l'innovation, encourageant la créativité et la pensée critique parmi les individus, qui sont des éléments essentiels pour stimuler les progrès technologiques et favoriser une culture de l'innovation au sein d'une société. Le développement durable, objectif clé de notre pays, est également étroitement lié à l'éducation. Grâce à l'éducation, les générations futures peuvent acquérir une compréhension plus approfondie des problèmes environnementaux et développer l'expertise nécessaire pour mettre en œuvre des pratiques durables susceptibles d'atténuer l'impact du changement climatique et de promouvoir la conservation de l'environnement. Par conséquent, investir dans l'éducation n'est pas seulement un investissement dans le capital humain, mais aussi une démarche stratégique et géopolitique visant à parvenir à une croissance économique à long terme, à favoriser l'innovation et à garantir un développement durable.

Dans la quête de transformation des écoles,

collèges, lycées et des universités pour nourrir efficacement une économie du savoir, plusieurs stratégies ont été proposées. Dimmock et Goh (2011) suggèrent qu'une stratégie clé consiste à favoriser une culture d'apprentissage continu et d'innovation au sein des établissements d'enseignement. Cela implique d'encourager les enseignants à s'engager dans un développement professionnel continu et de promouvoir un programme qui met l'accent sur la pensée critique, la résolution de problèmes et la créativité. En outre, l'établissement de partenariats solides entre les établissements d'enseignement et les acteurs de l'industrie est crucial pour aligner les programmes universitaires sur les exigences de l'économie du savoir. En intégrant des expériences du monde réel, des stages et des projets collaboratifs dans le programme, les écoles, collèges, lycées et les universités peuvent mieux préparer les étudiants au paysage dynamique et compétitif de la main-d'œuvre moderne. De plus, il est essentiel d'investir dans des technologies et des infrastructures de pointe pour doter les étudiants des compétences numériques nécessaires pour prospérer dans une économie fondée sur la connaissance. En mettant en œuvre ces stratégies, les établissements d'enseignement peuvent jouer un rôle central dans la croissance économique et l'innovation au 21<sup>e</sup> siècle.

En conclusion, la transformation d'une société rentière en une société de connaissance est cruciale pour stimuler la croissance économique, encourager l'innovation et promouvoir un développement durable à long terme. Investir dans le système éducatif, à la fois à l'échelle de l'école et de l'université, est la clé pour réaliser cette transition. En offrant des opportunités éducatives de qualité, en encourageant la recherche et en développant les compétences des individus, nous pouvons créer une société plus éclairée, compétitive et résiliente. Ainsi, en mettant l'accent sur l'éducation, nous pouvons bâtir un avenir prospère et durable pour tous.

La transition d'une société rentière à une société fondée sur la connaissance représente un défi majeur mais également une opportunité pour les pays en quête de développement durable et de progrès. Cette évolution nécessite des efforts concertés pour investir dans l'éducation, la recherche et l'innovation, afin de valoriser les compétences et les savoirs comme moteurs de croissance économique et sociale. En opérant cette transition, l'Algérie peut diversifier son économie, renforcer sa compétitivité sur la scène internationale, et favoriser un développement plus équilibré et respectueux de l'environnement. Il est donc essentiel pour l'Etat, le gouvernement, les entreprises et la société civile de collaborer et de mettre en œuvre des politiques et des stratégies adaptées pour concrétiser cette transition vers une société de la connaissance, porteuse de progrès et d'avenir.

\*Pr : Université de Constantine2

## Référence :

- D Maingueneau. «Le contexte de l'œuvre littéraire: énonciation, écrivain, société.» <http://perso.numericable.fr/d.maingueneau/pdf/Le-contexte-de-l'OL-1993.pdf>
- «Evaluation pré-COVID pour l'expérience tunisienne du développement basée sur l'économie du savoir : Leçons tirées pour l'économie algérienne.» <https://www.asjp.cerist.dz/en/downloadArticle/462/6/1/187783>
- «Contribution à une réflexion pour une émergence de la culture du management stratégique au sein de l'entreprise.» <https://www.ajol.info/index.php/cread/article/view/200723>
- KJ Fietkiewicz., WG Stock. « Transition vers une société du savoir. » <https://link.springer.com/content/pdf/10.1007/978-3-319-71195-9.pdf>
- C Dimmock., JWP Goh. «Pédagogie transformatrice, leadership et organisation scolaire pour l'économie basée sur la connaissance du XXI<sup>e</sup> siècle : le cas de Singapour.» <https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/13632434.2010.546106>
- «Croissance verte, innovation et développement durable.» <https://scholar.archive.org/work/n3cepyadubalxd576lqfjqs7qa/access/wayback/https://www.sciencetarget.com/Journal/index.php/IJES/article/download/94/22>



## Hadj 2024 Le premier vol prévu le 24 mai à l'aéroport d'Oran

**Le premier vol de départ des pèlerins vers les Lieux saints de l'Islam est prévu le 24 mai prochain à partir de l'aéroport international d'Oran Ahmed Ben Bella, précise une source bien informée à l'Office national du Hadj et de la Omra (ONHO).**

S. M.

L'aéroport international d'Oran assurera les vols réservés aux pèlerins des sept wilayas de l'Ouest à savoir Oran, Mascara, Tiaret, Mostaganem, Relizane, El Bayadh et Saïda. Les pèlerins des autres wilayas de l'Ouest (Tlemcen, Sidi Bel Abbès, Aïn Témouchent et Naâma) s'envoleront vers les Lieux saints à partir de l'aéroport de Tlemcen.

Un total de 146 vols sont prévus pour le transport des pèlerins vers les Lieux saints à partir de 12 aéroports, dont 88 seront assurés par Air Algérie, 43 par la compagnie saoudienne «Saudi Arabian Airlines» et 15 par la compagnie «FlyNas», selon l'Office. 50 agences de tourisme ont été autorisées à travers le territoire national pour organiser cette saison du Hadj 2024. Le premier vol vers les Lieux saints de l'Islam au niveau national est programmé le 20 mai pro-



Ph.: Arch.

chain à l'aéroport international d'Alger Houari Boumediene. Cet aéroport assurera le transport des pèlerins des wilayas d'Alger, Chlef, Médéa, Bordj Bou Arréridj, Boumerdès, Béjaïa, Tizi Ouzou, Tipaza, Blida, Aïn Defla, M'sila et Tissemsilt. L'aéroport d'Adrar a été retenu pour le transport des pèlerins des wilayas d'Adrar, Timimoun et In Salah, tandis que l'aéroport de Laghouat prendra en charge les pèlerins des wilayas de Laghouat et Djelfa.

L'aéroport de Batna prendra en charge les pèlerins des wilayas de Batna, Khenchela, Biskra et Ouled Djellal, alors que l'aéroport de Béchar assurera le transport des pèlerins des wilayas de Béchar, Béné Abbès et Tindouf. L'aéroport de Tamanrasset prendra en charge les pèlerins des wilayas de Tamanrasset, In Guezzam et Bordj Badji Mokhtar, tandis que l'aéroport d'Annaba assurera les vols réservés aux

pèlerins des wilayas d'Annaba, Guelma, Souk Ahras, El Tarf et Tébessa. L'aéroport de Constantine accueillera les pèlerins des wilayas de Constantine, Mila, Djijel, Oum El Bouaghi, Sétif et Skikda.

Le Hadj devra coûter cette année 85 millions de cts. Les délais des procédures administratives et sanitaires, et du paiement des frais du Hadj, ont été prolongés jusqu'au 27 mars. «Après coordination avec les différents secteurs participant à l'organisation du Hadj, il a été décidé de prolonger les délais des procédures administratives et sanitaires et du paiement des frais du Hadj jusqu'au mercredi 27 mars, à 20h00», selon le communiqué de l'Office qui a appelé les pèlerins à «finaliser les procédures requises conformément aux délais susmentionnés», soulignant que «tous les services sont à leurs dispositions ces jours-ci, y compris vendredi et samedi».

## Un élan remarquable de solidarité durant le Ramadan Près de 300.000 repas chauds distribués en 10 jours

J. Boukraa

La première décade du mois de Ramadan a été le témoin d'une mobilisation sans précédent dans le domaine de l'action de solidarité. Lors d'une réunion de l'exécutif organisée mercredi dernier, un rapport exhaustif sur les initiatives de solidarité mises en place pendant cette période a été présenté par le directeur de l'action sociale. Selon ce rapport, pas moins de 119 restaurants de charité ont ouvert leurs portes afin de répondre aux besoins des personnes défavorisées. Au cours des dix premiers jours du mois sacré, une impressionnante quantité de 235.440 repas ont été

distribués, dont 75.823 sous forme de repas à emporter. Parallèlement, 17.823 colis alimentaires ont été distribués aux familles dans le besoin. De son côté, la direction des affaires religieuses et des wakfs a supervisé 23 restaurants de solidarité, où un total de 59.513 repas ont été servis, soit une moyenne quotidienne de 4.844 repas. En outre, 23.670 colis alimentaires ont été distribués dans le cadre de cette initiative caritative.

Les responsables locaux ont également souligné la disponibilité suffisante des produits sur les marchés, grâce à une coordination efficace avec la direction du commerce pour surveiller les prix et garantir l'accès-

sibilité des denrées alimentaires. De plus, la disponibilité des liquidités dans les bureaux de poste a été confirmée, facilitant ainsi les transactions financières pour les citoyens. La réunion, présidée par le wali, a été l'occasion pour encourager l'intensification des efforts visant à répondre aux besoins croissants des citoyens, tout en insistant sur l'importance du respect strict de la loi contre toute violation éventuelle. En outre, des présentations ont été faites sur les programmes de soutien au développement social et économique pour l'année 2023-2024, ainsi que sur le projet de réhabilitation de l'établissement pénitentiaire d'Arzew.

## Cap Blanc Réception de la station de dessalement avant la fin de l'année

D. B.

La station de dessalement de l'eau de mer de Cap Blanc sera réceptionnée avant la fin de l'année en cours. C'est ce qu'a annoncé il y a quelques jours le wali d'Oran M. Saïd Sayoud. Le chef de l'exécutif a indiqué à ce titre que plusieurs équipements du projet ont été réceptionnés. Le premier responsable de la wilaya qui suit de près ce projet a en outre signalé que les travaux de réalisation de cette station se déroulent à un rythme satisfaisant. Selon le wali d'Oran, plusieurs infrastructures liées à ce projet ont été achevées soulignant le raccordement de ce projet à l'électricité à travers 33 km. Par

ailleurs et s'agissant du réseau de transport de l'eau dessalée de la station, qui est en cours de réalisation sur une distance d'au moins 50 km, le wali a indiqué que ses travaux enregistrent également un développement important, puisqu'ils ont atteint 50% dans la partie située dans la daïra d'Aïn El Turck et 70% dans celle de Boutlélis, alors que la livraison de l'ensemble du réseau est attendue d'ici la fin mai prochain.

Lors de sa dernière visite à Oran le ministre de l'Hydraulique avait insisté sur la nécessité de réceptionner le projet dans les délais impartis, notamment pour le tronçon lié à l'adduction de l'eau dessalée. Le ministre a souligné que ce projet est stratégique

et très important de par son impact sur l'alimentation en eau potable de la wilaya d'Oran, en particulier, et de manière indirecte pour les wilayas limitrophes, mettant l'accent sur la nécessité d'accélérer le rythme des travaux de réalisation de l'adduction de l'eau dessalée, qui compte plusieurs structures, à l'instar de 48 km de canalisations, deux réservoirs à Aïn Tessa d'une contenance de 50.000 m<sup>3</sup> et Bousfer avec 30.000 m<sup>3</sup>. Le ministre a donné des instructions pour le lancement de l'élaboration des cahiers des charges et l'annonce des appels d'offres nationaux concernant le programme de l'exercice 2024 du projet d'eau dessalée.

## Renforcement des services de santé à Bethioua et Aïn El Biya Acquisition de deux ambulances équipées

J. Boukraa

Les efforts visant à améliorer les services de santé dans les communes de Bethioua et Aïn El Biya se sont concrétisés par l'acquisition de deux ambulances entièrement équipées. Ces nouveaux véhicules médicalisés ont été réceptionnés en fin de semaine par l'établissement public de santé d'Arzew, avec pour objectif principal de les mettre à la disposition des polycliniques locales. Cette initiative proactive vise à répondre de manière efficace et immédiate aux besoins croissants de la population en

matière de santé dans ces municipalités. En effet, la disponibilité d'ambulances équipées permettra d'assurer une prise en charge rapide et adéquate des urgences médicales, renforçant ainsi la qualité des soins de santé offerts au niveau local. Cette acquisition témoigne de l'engagement des autorités locales à garantir un accès équitable aux services de santé de qualité et à veiller au bien-être des habitants de Bethioua et Aïn El Biya. Elle contribuera également à renforcer la capacité de réponse en cas de situations d'urgence, assurant ainsi la sécurité et le confort des citoyens.

## La société civile au chevet des orphelins du centre de Misserghine Des visites ophtalmologiques et des lunettes au profit des pensionnaires

Houari Barti

Le Collectif bénévole d'aide aux enfants de la lune en Algérie (CAE-LA) a organisé en fin de semaine écoulée une visite au Centre des enfants assistés de Misserghine (Orphelinat filles) où des examens médicaux et ophtalmologiques ont été assurés au profit des pensionnaires mais aussi des employés dudit centre, et ce durant 3 séances distinctes, a-t-on appris auprès du CAELA.

Lancée en hommage au moudjahid et père de l'ophtalmologie de l'Ouest

algérien, le professeur Hassan Lazrag, cette initiative a été entreprise avec le concours de son élève, la professeure Mahmoudi Khadija, qui en dépit de son statut de retraitée continue d'apporter son savoir-faire dans le domaine de sa spécialité à titre bénévole dans le cadre d'actions humanitaires en collaboration avec la société civile oranaise. L'opération qui a également vu la participation de trois optométristes s'est soldée par l'octroi de quinze paires de lunettes de correction aux enfants orphelins du centre, indique par ailleurs la même source.

## Démantèlement d'une usine clandestine à Oued Tlélat Saisie de 9.900 bouteilles de détergents

J. Boukraa

La semaine dernière, les éléments de la gendarmerie nationale ont mis fin aux activités d'une unité de production clandestine de détergents à Oued Tlélat. Cette opération découle de renseignements reçus par la brigade, déclenchant une enquête approfondie et la mobilisation d'une équipe pour une inspection sur les lieux. Lors de cette inspection, il est apparu que le propriétaire de l'usine opérait sans les autorisations légales requises pour cette activité. Les gendarmes ont saisi

un total de 9.900 bouteilles de liquide de nettoyage, ainsi que 10 réservoirs en plastique contenant également du produit de nettoyage. À la suite de cette découverte, le propriétaire de l'unité de fabrication a été déféré devant le procureur de la République près le tribunal d'Oued Tlélat pour répondre de plusieurs infractions, notamment l'exploitation d'une installation classée sans autorisation, le défaut de mise à jour des données du registre du commerce, la gestion négligente des déchets industriels, ainsi que l'absence d'équipements de protection contre les incendies.

## Un réseau de trafic de drogue démantelé à Aïn El Turck Quatre personnes arrêtées et saisie importante de stupéfiants

J. Boukraa

Quatre individus ont été appréhendés par les forces de police de la sûreté de la daïra d'Aïn El Turck pour leur implication présumée dans un réseau de trafic de drogue. Cette opération policière a permis la saisie d'un important lot de drogues et de substances psychotropes, comprenant 325 comprimés psychotropes et 89,14 grammes de kif, ainsi que plusieurs armes blanches de différentes tailles. Cette action des services de sécurité fait suite à des renseignements précieux recueillis sur le terrain, indiquant que ces individus étaient impliqués dans la distribution de drogues auprès des jeunes de la région. Après une surveillan-

ce minutieuse et une enquête approfondie sur leurs activités criminelles, les forces de l'ordre ont agi en coordination avec le procureur de la République près le tribunal d'Aïn El Turck pour obtenir un mandat de perquisition et d'arrestation. Les membres du réseau ont été appréhendés et des procédures judiciaires ont été engagées à leur encontre pour possession, stockage et transport illicites de drogues et de psychotropes. Ils seront présentés devant la justice pour répondre de leurs actes et recevoir les sanctions appropriées conformément à la loi. Cette action vise à garantir la sécurité et la tranquillité publiques dans la région en luttant contre le fléau du trafic de drogue et en poursuivant les criminels responsables.

### ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

**MAHIEDINE Miloud**, 80 ans, Haï El Badr  
**BELAKHDAR Abdelatif**, 56 ans, Fellaoucene  
**KRIKMA Wafaa**, 32 ans, Haï El Badr  
**REFTANI Bouhdjar**, 66 ans, Aïn El Turck

### Horaires des prières pour Oran et ses environs

13 ramadhan 1445

El Fedjr 05h38	Dohr 13h10	Assar 16h40	Maghreb 19h22	Icha 20h39
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------





## Tlemcen Une nouvelle stratégie pour l'eau



Khaled Boumediene

Dans le cadre de la Journée mondiale de l'eau 2024 organisée cette année sous le slogan «L'eau pour la paix», la direction des ressources en eau (DRE), l'Algérienne des eaux (ADE), l'agence nationale des barrages et transferts (ANBT), l'organisme national de contrôle technique de la construction hydraulique (CTH), l'entreprise (EPE/SPA) hydro-canal, l'agence Nationale des Ressources Hydrauliques (ANRH), l'office national de l'assainissement ainsi que l'agence de bassin hydrographique de l'Oranie chott Chergui (Agire) et la société générale d'étude et de réalisation hydraulique, ont exposé leur activité au palais de la culture «Abdelkrim Dali». Objectif : faire découvrir au public les coulisses de la gestion de l'eau dans la wilaya de Tlemcen, ainsi que les solutions qui existent pour assurer la disponibilité et la préservation de la ressource, les systèmes d'épuration des villes, la réutilisation des eaux épurées à des fins agricoles et les techniques de réalisation des ouvrages hydrauliques.

L'évènement qui a vu la présence de Fouzia Zemmal, secrétaire générale de la wilaya, s'est articulé dans un premier temps autour de la visite au travers des différents stands, et en second lieu des conférences et communications présentées en salle, pour comprendre les défis passés et à venir de l'eau.

La SG de la wilaya a rencontré et discuté à cette occasion avec les acteurs clefs de la gestion durable de

l'eau, pour mesurer les enjeux dans cette wilaya de plus en plus impactée par une alternance d'épisodes de sécheresse et d'inondations, qui ont fortement accentué le phénomène de tarissement des rivières et des sources.

La directrice de la DRE de Tlemcen, Aouali Ould Yaorou, a fait une présentation sur son secteur notamment les mesures et dispositions prises par cette Direction pour assurer l'approvisionnement de la population en eau potable et les projets réalisés dans le domaine de l'hydraulique, tels le projet d'interconnexion en eau potable de la station de dessalement de Honaine avec le couloir Ouest de Souk Tleta, la réalisation des systèmes d'épuration des villes Remchi, Ain Youcef et Sebdu, le projet de transfert des eaux de la nappe du chott El gharbi vers les agglomérations du sud de la wilaya, les forages et puits de l'année 2023, les projets de l'assainissement du groupement urbain de Tlemcen et la commune de Hennaya.

De son côté, le directeur de la production de l'ADE de Maghnia, Nabil Ougherb, a fait savoir que le fonctionnement de son unité de production repose sur une adduction de 625 km, englobant une alimentation à partir de diverses sources, tels que le barrage de Boughrara (50.000 m<sup>3</sup>/jour), le barrage de Sekkak (45.000 m<sup>3</sup>/jour), le barrage de Sidi-Abdelli (100.000 m<sup>3</sup>/jour), le barrage de Béni-Bahdel (110.000 m<sup>3</sup>/jour), les batteries des forages (32 forages, 75.000 m<sup>3</sup>/jour) ainsi que les deux

stations de dessalement de Souk Tleta et de Honaine. Dans le même sillage, le directeur de la distribution de l'ADE de Tlemcen, Hamza Arrous, a affirmé qu'une nouvelle stratégie a été adoptée pour le secteur de l'hydraulique de Tlemcen. Il s'agit des nouveaux transferts raccordés à la station de l'ADE de Bouhlou pour renforcer l'AEP à partir des batteries de forages de Zouia 1 (24.203 m<sup>3</sup>/jour) et Zouia 2 (21.866 m<sup>3</sup>/), du nouveau transfert de la station de dessalement de Souk Tleta (100.000 m<sup>3</sup>/jour) et aussi le raccordement de la station de dessalement de Honaine au système du barrage de Béni-bahdel, avec un apport de 70.000 m<sup>3</sup>/jour, afin de satisfaire les besoins croissants en eau des populations de Tlemcen, Sidi Bel-Abbès et Oran, qui ont connu une forte urbanisation et un important développement industriel.

Concernant le CTH de Tlemcen, le directeur régional, Habib Hammoudi, a énuméré les principales missions dévolues à cet établissement notamment le contrôle des plans et des documents graphiques élaborés au stade des études, le contrôle et le suivi des travaux, le contrôle des composants, matériaux et équipements, l'assistance technique et l'expertise des ouvrages hydrauliques et analyses et essais en laboratoire. A l'ouverture de cette journée, la SG de la wilaya de Tlemcen, Fouzia Zemmal, a souligné, l'importance de l'approvisionnement de la population en eau potable, l'assainissement, la gestion durable de l'eau et le défi du changement climatique qui « figurent en tête des priorités » de l'Etat.

## Tiaret Un mort et 31 blessés dans une collision

Une personne est morte et 31 autres ont été blessées, dont 29 ont quitté l'hôpital "Mohamed Boudiaf" de Mahdia, dans un accident de la route survenu dans la nuit du mercredi à jeudi dans cette wilaya, a-t-on appris jeudi du directeur de l'hôpital, Rabah Ammour dans un dernier bilan. M. Ammour a indiqué que les blessés qui ont quitté l'hôpital présentaient des blessures légères et ont reçu les soins nécessaires, signalant qu'une

femme et son fils sont gardés sous surveillance médicale.

Cet accident s'est produit au niveau de la RN 40, dans son tronçon reliant les communes de Mahdia à Hamadia relevant de la wilaya déléguée Ksar Chellala, suite à une collision entre un camion et un bus de transport de voyageurs.

Les services de la protection civile avaient auparavant annoncé dans un premier bilan le décès d'une person-

ne et 12 autres blessées.

Le wali délégué de ksar Chellala, Tewfik Daoudi s'est rendu, en compagnie du président de l'assemblée populaire de la wilaya de Tiaret, sur le lieu de l'accident et s'est enquis de l'état de santé des blessés au service des urgences de l'hôpital "Mohamed Boudiaf" de Mahdia.

Une enquête a été ouverte par les services de sécurité compétents pour connaître les causes de cet accident.

## Adrar Un mort et cinq blessés dans un accident de la route

Une personne a trouvé la mort et cinq autres ont été blessées dans un accident de la route survenu jeudi au sud de la wilaya d'Adrar, ont rapporté les services de la Protection civile. Le drame s'est produit sur la RN 6, plus précisément au niveau du

point kilométrique 1225, à proximité du Ksar Bouyahia, dans la commune de Tamest suite à une collision entre deux véhicules touristiques, causant le décès d'une femme après son évacuation à l'hôpital et des blessures à cinq autres personnes, selon la même

source. Les services de la Protection civile sont intervenus pour évacuer les victimes de l'accident vers l'hôpital d'Adrar.

Une enquête a été ouverte par la Gendarmerie nationale pour déterminer les circonstances de l'accident.

## Béchar 3.000 ha pour la réalisation du complexe sidérurgique

Une surface de 3.000 hectares a été consacrée à la réalisation du complexe sidérurgique dans la nouvelle zone industrielle Toumiat, a-t-on appris jeudi des services de la wilaya.

"Une assiette foncière extensible de 3.000 hectares a été consacrée à la réalisation du futur complexe sidérurgique au niveau de la nouvelle zone industrielle Toumiat", a affirmé le chef de l'exécutif de wilaya, Mohamed Saïd Benkamou, en marge d'une récente visite de terrain au site du projet, en compagnie du Président-directeur général du groupe Manadjim El-Djazaïr (Manal) et des représentants de la partie chinoise chargée de la réalisation.

Et d'ajouter que des opérations de raccordement du site aux réseaux divers (électricité, gaz et eau) sont en cours de réalisation ou en voie de lancement.

De son côté, le Président-directeur général du groupe Manadjim El-Djazaïr (Manal), Mohamed Sakhr Harami, a révélé que les travaux de réalisation de ce complexe destiné à la valorisation du gisement de minerai de

fer de Gara Djebilet (Tindouf), seront entamés dans "les prochains jours".

Ce complexe sidérurgique, permettra dans une première phase la transformation deux (2) millions de tonnes de minerai de fer en un million de tonnes de concentré de fer, tandis que dans sa deuxième phase, il aura une capacité de transformation de 20 millions de tonnes de minerai de fer en 10 millions de concentré de fer, a-t-il expliqué.

"Nous avons passé en revue en compagnie de la partie chinoise et les autorités locales de la wilaya, l'ensemble des préparatifs pour l'entame des travaux de construction de cette nouvelle réalisation industrielle dont a bénéficié la wilaya, a souligné le même responsable.

En marge des travaux de réalisation de ce projet industriel, il est prévu le lancement des formations des différents personnels, à savoir les cadres gestionnaires, techniciens et agents, dans le but de leur préparation à la prise en charge de ce complexe industriel dans sa phase d'exploitation.

## Mostaganem Logements: des entreprises appelées à respecter les délais

Des travaux sont actuellement en cours dans la wilaya de Mostaganem pour la réalisation d'un programme de logements dans les communes de Sayada et d'Aïn Tedles, a-t-on appris, jeudi, des services de la wilaya. La même source a indiqué que le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh s'est enquis, mercredi, des projets en cours de réalisation dans les communes d'Aïn Tedles et Sayada, au niveau du pôle d'habitat d'El Hachem dont le taux d'avancement des travaux varie entre 50 et 90 %. Dans ce contexte, le wali a exprimé son mécontentement quant à la qualité des travaux du projet d'habitation de 384 logements publics locatifs à Aïn Tedles, sommant les gestionnaires concernés quant à l'impératif de respecter les délais fixés pour la livraison de ces logements le 5 juillet prochain. Il a instruit les responsables en charge de la réalisation de ce projet à plus de dynamisme et à doubler la cadence des travaux sachant que le taux d'avancement a atteint jusqu'à présent 73 %, a ajouté la même source.

Les mêmes remarques ont été faites par le même responsable en ce qui concerne le projet des 40 logements publics locatifs dans la même commune.

Dans la commune de

Sayada, le wali a ordonné à ce que les clefs du programme des 60 logements de type promotionnel aidé (LPA) soient remises avant l'Aïd El Fitr, ont ajouté les services de la wilaya.

Il a également ordonné de livrer les 30 logements de même formule à leurs bénéficiaires avant le 5 juillet prochain, après que le taux d'avancement des travaux ait atteint 90 %.

Au cours de sa visite d'inspection du projet des 150 logements promotionnels aidés(LPA) en cours de réalisation par l'Office de promotion et de gestion immobilière de la wilaya de Mostaganem, M.Boudouh a appelé à redoubler d'efforts pour la réception du projet dans les délais impartis.

Le wali a insisté sur l'impératif de parachever le projet des 574 logements de type location-vente, que réalise Cosider, pour la réception d'une partie du projet, en l'occurrence 240 logements, pour qu'il soit fin prêt, à l'occasion de la prochaine fête de l'indépendance.

Dans le même sillage, il sera procédé à la réception des 186 logements publics locatifs, faisant partie du programme de 300 logements, qui seront livrés à leurs bénéficiaires, à la même occasion, celle de la fête de l'indépendance.



## Port de Djen Djen

# La 1ère tranche du terminal à conteneurs mise en service «fin juin»

Le ministre des Transports, Mohamed El-Habib Zahana a affirmé jeudi à Jijel que la première tranche du terminal à conteneurs du port de Djen Djen sera mise en service «à la fin du mois de juin prochain conformément aux délais contractuels convenus». Dans une déclaration à la presse au port de Djen Djen, le ministre a souligné que «le projet du terminal à conteneurs a accusé du retard de plusieurs années dans sa réalisation (les travaux lancés en 2015 s'étaient arrêtés en 2019) et a été dernièrement relancée (courant 2024) et la première tranche sera réceptionnée fin juin prochain conformément aux délais contrac-

tuels convenus». Il a ajouté que les autorités supérieures du pays accordent une grande importance à ce projet «de haute valeur économique étant un des centres logistiques importants dont l'Algérie est fière», affirmant «avoir donné aux responsables du projet des instructions fermes pour le livrer intégralement dans les délais contractuels (fin 2025) ou même les réduire».

Le premier quai du terminal à conteneurs s'étend sur 320 mètres avec une profondeur de 14 mètres lui permettant d'accueillir les navires chargés de plus de 6.000 conteneurs. Les travaux sont assurés par la société sud-coréenne Daewoo et la société algérienne

Meditram des travaux maritimes, selon le PDG du port de Djen Djen, Abdeslam Bouab, qui a indiqué que la réception du projet en entier est prévue pour «le mois de septembre 2025» ce qui permettra à ce port de «devenir un portail sur le monde» avec un quai de 17 mètres de profondeur capable d'accueillir les plus gros navires au monde. Sur un autre chapitre, M. Zahana a donné des instructions à tous les directeurs des transports du pays pour achever toutes les études relatives aux projets du secteur avant la fin du semestre en cours afin de mobiliser les enveloppes financières nécessaires à la phase de concrétisation de ces projets.

## Constantine

# Trois nouveaux réservoirs d'eau pour Ibn Ziad

Trois nouveaux réservoirs d'eau d'une capacité totale de 3.200 m3, réalisés dans la commune d'Ibn Ziad ont été mis en service, en février dernier, a indiqué jeudi à l'APS un cadre à la direction des Ressources en eau. Ces ouvrages hydrauliques (2.500 m3, 500 m3 et 200 m3), ont été réalisés respectivement au centre-ville de cette collectivité locale et au niveau des mechtas de Rebai Aissa et d'El Fedjoudj, a précisé le chef du service «Alimenta-

tion en eau potable, Mansour Fertas, qui s'exprimait en marge de la célébration de la Journée mondiale de l'eau. Les ouvrages hydrauliques permettront de combler le déficit en matière d'approvisionnement en eau potable des habitants de cette commune, notamment.

Tenue sous le slogan «l'eau pour la paix», la célébration de la Journée mondiale de l'eau a été marquée à Constantine par l'organisation d'une journée «portes ouver-

tes» sur le secteur des Ressources en eau à la Maison de la culture «Malek Haddad». L'exposition qui regroupe différents partenaires du secteur dont la Société de l'eau et de l'assainissement (ONA) en plus d'autres entreprises et opérateurs économiques activant dans ce domaine, vise à sensibiliser les citoyens quant à l'impératif de consommer rationnellement l'eau.

## Sétif

# Réouverture du service de chirurgie de l'hôpital d'Aïn Oulmène

Le service de chirurgie de l'Etablissement public hospitalier (EPH) Mohamed-Boudiaf de la commune d'Aïn Oulmène vient de rouvrir ses portes après d'importants travaux de réhabilitation, a indiqué, jeudi, le directeur de cet établissement de santé, Hocine Mahmel. «La réouverture du service de chirurgie a eu lieu après une opération de remise en état lancée en décembre dernier», a précisé la même source, ajoutant que les travaux ont consisté à «renforcer les murs et les plafonds, la réfection de l'étanchéité, la

renovation de la plomberie, le remplacement des portes et des fenêtres, la peinture et la réparation de l'éclairage, en plus de l'installation de nouveaux équipements médicaux», a souligné M. Mahmel. L'EPH d'Aïn Oulmène dispose de 3 salles d'opérations où sont pratiquées des interventions chirurgicales dans plusieurs spécialités, telles que la chirurgie générale, l'orthopédie, la chirurgie pédiatrique et adulte, l'urologie et la gynécologie-obstétrique, a encore fait savoir le même responsable, précisant que le service chi-

rurgie emploie 23 chirurgiens. Selon la responsable de ce service, le Dr Hasna Harkati, le service de chirurgie de l'EPH Mohamed-Boudiaf effectue quotidiennement entre 12 et 17 interventions chirurgicales entre opérations urgentes et opérations programmées. Elle a souligné, dans ce contexte, que 600 interventions chirurgicales dans les spécialités citées ont été effectuées dans ce service au cours du mois de décembre, permettant d'apurer les listes d'attente et de prendre en charge tous les cas urgents.

## Mila

# Le contournement de Chelghoum Laïd relancé ?

B. Bousselah

La 1ère session de l'APW pour l'année 2024 qui s'est ouverte mercredi a porté sur les recommandations des dernières sessions de l'Assemblée de l'année 2023 ainsi que le bilan des activités de l'exercice 2023. Elle a été clôturée jeudi en présence du wali.

Le compte rendu sur les recommandations par le secteur des travaux publics indique que la réali-

sation des contournements à l'intérieur des grands centres urbains reste faible. A titre d'exemple, la ville de Chelghoum Laid traversée sur 2,5 km par la RN 5 reçoit le trafic le plus dense. Elle est empruntée par 22.687 véhicules et poids lourds/jour, soit le double de la norme autorisée. Une situation qui engendre des nuisances sur la santé publique.

Le wali a jugé inadmissible que des opérations de 2014 n'aient pas

été lancées à cause de l'absence de coordination. Le chef de l'exécutif s'est dit mobilisé pour l'entame du projet de réalisation d'un contournement à Chelghoum Laid, pour lequel un montant de 200 milliards a été alloué (étude et réalisation). Le compte rendu de l'action sociale révèle que l'annexe du centre national des fonctionnaires de Constantine, longtemps désaffecté, a été récupéré au profit du centre psychopédagogique de Mila.

## El Tarf

# Saisie de viande impropre à la consommation

Les gendarmes de la brigade de Dréan, lors d'un contrôle d'une boucherie, située dans la localité d'Aïn Allem, ont procédé à l'analyse d'un échantillon de viande bovine placé dans le réfrigérateur de cette boucherie.

Les analyses ont montré que cette viande était impropre à la consommation, d'où la décision de sa destruction après décision du procureur de la république près le tribunal de Dréan.

A. Ouelaa

## Tizi-Ouzou

# Moins de pression sur l'eau cette année ?

Le projet de réalisation de six (6) stations d'épuration des eaux usées (STEP) aux alentours du barrage de Taksebt à Tizi-Ouzou, sera lancé prochainement, a annoncé jeudi le directeur de l'antenne locale de l'Office national de l'eau (ONA), Merzouk Chahal.

«Le dégel du projet nous a été notifié en novembre dernier, nous avons déjà déposé le cahier des charges auprès de la commission des marchés de la direction générale de l'Office, et nous attendons l'accord pour lancer l'appel d'offre pour la réalisation du projet», a indiqué M. Chahal lors d'une cérémonie de célébration de la journée mondiale de l'eau (22 mars), organisée à la maison de l'environnement de la commune de Tizi-Ouzou. Une STEP sera réalisée dans chacune des communes de Mechtras, Aïn El Hammam, Ouadhias et Ouacifs, et deux dans la commune d'Irdjen, a indiqué le responsable de l'ONA.

Doté d'une enveloppe financière d'environ 55 millions DA, ce projet comprend également, l'installation de collecteurs d'eaux usées en amont du barrage, dans l'objectif de mieux le protéger et de permettre un meilleur traitement de la qualité de la ressource hydrique.

De son côté, la directrice de l'unité de l'algérienne des eaux (ADE) de Tizi-Ouzou, Assia Ouamrouche, a indiqué que l'unité a acquis 100 pompes doseuses (javelisateur automatique) destinées à être installées au niveau des sources d'eaux gérées par l'ADE.

A noter que cinq de ces pompes ont été remises, à l'occasion de la célébration de la journée mondiale de l'eau, à des communes bénéficiaires.

Présent à la célébration, le wali Djilali Doumi a, pour sa part, annoncé que la wilaya a bénéficié d'un financement du Fonds commun des collectivités locales (FCCL) pour la mise à niveau de la gestion de l'eau dans des communes de la wilaya.

Ce financement servira à la réalisation de travaux de réhabilitation sur le réseau de distribution et à l'acquisition du matériel nécessaire pour l'intégration des cinq communes qui ne le sont pas encore, au réseau de distribution de l'ADE.

M. Doumi qui a par ailleurs, relevé «une meilleure disponibilité de la ressource hydrique» cette année par rapport à l'année écoulée, a indiqué que le barrage de Taksebt a atteint un niveau de remplissage de 45%, soit 85 millions de m3.

## Aïn Defla

# Un nouveau pôle universitaire inauguré

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a affirmé, jeudi à Aïn Defla, que l'Université algérienne constituait «une valeur ajoutée» pour l'économie nationale, eu égard au savoir qu'elle crée et qu'elle diffuse, mais aussi à sa contribution dans la création d'emplois.

Intervenant lors d'une rencontre avec la communauté universitaire de l'université «Djilali Bounaama» de Khemis Meliana, en marge d'une visite de travail effectuée dans la wilaya en compagnie du ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi

Oualid, le ministre a souligné que «l'Université, étant une instance socioéconomique qui crée et diffuse le savoir et génère des emplois, constitue une valeur ajoutée pour

l'économie nationale». De son côté, M. El-Mahdi Oualid a estimé que «l'orientation des étudiants vers le monde de l'entrepreneuriat constitue une véritable révolution à l'intérieur de l'université algérienne qui s'engage en faveur de nouvelles normes de performance, mettant en avant le grand intérêt accordé par les deux ministères à l'accompagnement des étudiants, notamment les porteurs de projets».

Baddari a procédé, lors de sa visite, en compagnie des autorités de wilaya, à l'inauguration du nouveau pôle universitaire de 6.000 places pédagogiques dans la ville de Khemis Miliana, du siège des œuvres universitaires et du siège du rectorat de l'université, ainsi qu'à la pose de la première pierre du projet de réalisation de 2.000 places pédagogiques.

## Bouira, Djelfa

# Deux morts et deux blessés dans accidents de la route

F. H. et APS

Une fillette âgée de 7 ans a été percutée par un véhicule. Le tragique accident s'est produit jeudi, à une heure de la rupture du jeûne, au niveau du rond-point qui jouxte l'université centrale. Selon le lieutenant Youcef Abdat, responsable de la cellule d'information et de communication au niveau de la direction de la protection civile de la wilaya de Bouira, la victime a succombé à ses graves blessures au moment de son évacuation vers l'hôpital Mohamed Boudiaf de la ville de Bouira. Par ailleurs, une personne est décédée et deux autres ont été blessées dans un accident de la circulation survenu

dans la nuit de mercredi à jeudi dans la wilaya déléguée de Messaâd (Sud de Djelfa), a-t-on appris des services de la protection civile de la wilaya. L'unité secondaire de la commune de Messaâd est intervenue suite à une collision entre un véhicule touristique et une moto sur l'axe du CW 189 reliant la wilaya déléguée de Messaâd à la commune de Medjbara, a indiqué à l'APS le chargé de communication à la direction de la Protection civile, le lieutenant Abderrahmane Khadher. L'accident a causé la mort d'un jeune homme de 30 ans, en plus de blessures à deux autres personnes, âgées de 30 et 35 ans, qui ont été assistées sur place avant leur transport en urgence à l'hôpital de la ville de Messaâd.

## Horaires des prières pour Alger et ses environs

13 ramadhan 1445

El Fedjr 05h20	Dohr 12h55	Assar 16h24	Maghreb 19h06	Icha 20h25
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



## Horaires des prières pour Constantine et ses environs

13 ramadhan 1445

El Fedjr 05h07	Dohr 12h41	Assar 16h11	Maghreb 18h52	Icha 20h11
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------





Ministère de la communication  
Les centres de presse des stades seront baptisés des noms de journalistes sportifs à partir du 3 mai prochain

Le ministre de la Communication, Mohamed Laagab, a annoncé avant-hier à Alger que les centres de presse au niveau des stades seront baptisés des noms de journalistes sportifs, et ce à partir du 3 mai prochain, à l'occasion de la célébration de la journée mondiale de la liberté de la presse. Dans un exposé présenté devant la commission de la jeunesse, des sports et des activités associatives de l'Assemblée populaire nationale (APN), le ministre a précisé qu'«en application des mesures décidées par le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune en faveur de la presse nationale, les centres de presse au niveau des stades seront baptisés des noms de journalistes sportifs à l'occasion de la journée mondiale de la liberté de la presse, célébrée le 3 mai de chaque année». Mettant en exergue «l'intérêt» accru des médias algériens pour la couverture des événements sportifs attirant les jeunes qui représentent 70% de la société», le ministre a souligné la nécessité de porter «une attention particulière aux médias sportifs». Mohamed Laagab a rappelé que



le système médiatique national compte près de 600 organes de presse dont la majorité est dotée de services de rédaction sportive, ainsi que 22 journaux sportifs, 8 sites électroniques et une chaîne télévisée privée, faisant savoir que le club de l'Entente Sportive Setifienne avait introduit une demande de création de sa chaîne télévisée privée, en sus de l'organisation nationale des journalistes sportifs algériens (ONJSA). Il a indiqué à cette occasion que le ministère de la Communication veillait à «la promotion de la performance des médias sportifs», rappelant la session de formation organisée au niveau du ministère

en faveur de 50 journalistes sportifs et présentateurs d'informations et de programmes télévisés relevant de chaînes publiques et privées. «La loi sur l'information prévoit un article clair sur l'obligation de la formation pour les institutions médiatiques qui sont tenues de consacrer un budget à cet effet», a fait savoir le ministre. Le ministre a également rappelé les conclusions issues de la rencontre nationale sur l'information sportive, sous le thème : «Droit à l'information sportive et responsabilité journalistique», notamment les recommandations formulées pour promouvoir la presse sportive à davantage de professionnalisme.

Tournoi international d'Alger U20  
Bon début des Algériens en attendant la Tunisie

La sélection algérienne de football des moins de 20 ans (U20) a bien débuté le tournoi international d'Alger «The Youth Warriors Tournament», de cette catégorie après avoir pris le meilleur sur son homologue égyptienne sur le score de 2 à 1 à Rouïba. Le match s'est emballé en début de la seconde mi-temps lorsque les Algériens ont réussi à faire la différence par Hachemi Benslimane (47'), mais les Egyptiens sont parvenus à mettre

les pendules à l'heure par leur attaquant Amour (76'). On s'acheminait vers le nul avant que Boulbina n'exploite une belle combinaison des siens pour crucifier les Egyptiens dans le temps additionnel. Lors de la deuxième journée de ces joutes, l'équipe nationale algérienne en découdra ce soir au stade Omar Hamadi avec la Tunisie dans un derby qui s'annonce assez chaud avec comme enjeu la première place du groupe. A noter que

les «Aiglons de Carthage» ont remporté leur premier match face à la Mauritanie sur le score de 3 buts à 1. En prévision de ce match, l'ensemble de l'effectif a répondu du présent pour la reprise des entraînements sous la houlette du sélectionneur national Yacine Manaa sur le terrain de la protection civile de Dar El Beida. Pour rappel, ce tournoi de l'UNAF, qualificatif à la CAN de la catégorie, est prévu en octobre prochain. R. S.

Ligue 2: Centre-Est  
L'Olympique Akbou sur du velours

La vingtième journée de ce groupe s'annonce nettement à l'avantage du leader, l'Olympique Akbou, qui accueillera la lanterne rouge, le MC El Eulma dans un choc des extrêmes. Logiquement, les gars d'Akbou, qui sont sur une série de 18 matchs sans défaite, ne devraient pas éprouver de grandes difficultés pour faire respecter la hiérarchie et accentuer son avance sur son poursuivant immédiat, le MSP Batna, qui

a un match difficile à négocier à Khroub. Chez les malclassés, l'E Sour Ghoulane est condamnée à l'emporter face à son hôte du jour, le NRB Teleghma, pour ne pas hypothéquer ses chances du maintien surtout que l'ASAM évoluera à domicile devant les Sudistes de l'Itihad Ouargla. L'autre menacé de relégation, à savoir l'USM Annaba, a vu son match contre l'Olympique Magrane reporter au

mardi 2 avril. Le HB Chelghoum Laïd, qui n'est pas encore sorti de l'auberge, n'a pas droit à l'erreur face au Mouloudia de Constantine qui n'a rien à espérer de ce championnat. Le dauphin, le MSP Batna, en proie à une crise financière sans précédent, sera en appel chez l'AS Khroub. Ce ne sera pas facile pour les Mouloudéens qui comptent déjà sept points de retard sur l'Olympique Akbou. L'autre formation des Aurès, le CAB, recevra la JS Bordj Ménaïel dans un duel ouvert à tous les pronostics. Enfin, l'USMH ira défier l'IB Khemis El Khechna dans un duel où les Harrachis sont attendus pour confirmer leur renouveau surtout que le match aura lieu à huis clos. M. Z.

Aujourd'hui (15h30)

Aïn M'lila:	ASAM	-	IRBO
Khroub:	ASK	-	MSPB
Batna:	CAB	-	JSBM
Sour Ghoulane:	ESG	-	NRBT
Chelghoum Laïd:	HBCL	-	MOC
Khemis El Khechna:	IBKEK	-	USMH
Akbou:	O.Akbou	-	MCEE
USM Annaba - O Magrane reporté au 2 avril prochain			

Ligue 1  
Une journée difficile pour les menacés par la relégation

M. Zeggai

La vingt et unième journée du championnat de Ligue 1 débutera cet après-midi et s'étalera jusqu'à lundi. Plusieurs affiches sont au menu de ce round qui s'annonce décisif notamment pour la lutte pour le maintien avec des équipes qui se livrent une bataille à distance pour échapper au purgatoire. L'USM Khenchela ouvre le bal aujourd'hui en accueillant le MC Oran. Match indécis de bout en bout entre des Khenchelis qui veulent exploiter l'avantage du terrain pour s'approcher du podium et les Oranais du Mouloudia qui sont déterminés à réaliser un résultat positif pour éviter toute mauvaise surprise. Du suspense en perspective et le MCO n'a pas droit à l'erreur, car il n'est pas écarté de voir son concurrent direct, l'ESBA, réaliser un bon résultat après-demain face au PAC. Aus-

si, le NC Magra semble, lui aussi, bien placé pour glaner les trois points puisqu'il aura l'avantage de recevoir le CSC. Certes, ce ne sera pas facile pour le Nejma mais sait-on jamais ? De son côté, l'US Souf, dont les dés sont jetés depuis l'arrivée, accueillera le MCEB où les jours de l'entraîneur El Hadi Khezzar sont comptés. En effet, on a appris que le coach en question a informé la direction du club d'El Bayadh de son désir de rendre le tablier après l'enchaînement des mauvais résultats de son équipe. En tout cas, le MCEB doit impérativement gagner pour s'éloigner de la zone rouge. En haut du tableau, le MC Alger, qui a accentué son avance à douze points sur son premier poursuivant, le CSC, à la suite de son succès sur l'ESBA dans le cadre de la mise à jour de la 16<sup>e</sup> journée, se rendra à Bechar où l'attend de pied ferme la JSS. Le «Doyen»,

qui sera encouragé comme à l'accoutumée pas ses milliers de fans, abordera ce match, avec l'espoir de creuser davantage l'écart sur ses poursuivants immédiats et prendre option pour le titre. Les Sudistes de la Saoura les attendront-ils de cette oreille ? Pour sa part, l'ESS, qui s'est illustrée par une flagrante irrégularité dans ses résultats, a l'intention d'entamer un nouveau départ avec la venue de l'ASO Chlef, toujours sous le choc de la mascarade essuyée face au MCA. L'autre belle affiche de cette journée se jouera à Tizi-Ouzou entre la JSK et le CRB, deux équipes ayant grandement déçu leurs milliers d'inconditionnels. Le Chabab est appelé à réagir pour éviter l'implosion au moment où les «Jaune et Vert» doivent mettre terme à cette crise de résultats qui risque de déboucher sur de fâcheuses conséquences. L'USMA, quant à elle, dispose avec la réception de l'USB d'une belle opportunité pour confirmer son renouveau et poursuivre son ascension vers le haut du tableau. Mounir Zeghdoud, le driver des Biskris, parviendra-t-il à stopper l'élan de son ancienne équipe ? Enfin à Dar El Beida, le match PAC-ESBA reste ouvert à tous les pronostics.

Aujourd'hui (15h00)			
Khenchela:	USMK	-	MCO
El Oued:	USS	-	MCEB
Demain à 15h30			
Magra:	NCM	-	CSC
Sétif (22h00):	ESS	-	ASO
5 Juillet (22h00):	USMA	-	USB
Tizi Ouzou (22h00):	JSK	-	CRB
Lundi à 15h30			
Dar El Beida:	PAC	-	ESBA
Bechar:	JSS	-	MCA

Ligue 2: Centre-Ouest  
Chocs à Oran et à Tiaret



On se dirige vers un statu quo dans ce groupe Centre-Ouest dans la mesure où les deux premiers, l'ES Mostaganem et le RC Kouba, évolueront chez eux face respectivement à l'ESMK et le MCBOS lors de cette vingtième journée. Seuls aux commandes de cette poule depuis le week-end dernier, les Mostaganémois de l'Espérance disposent d'une belle opportunité pour conforter leur première place lors de la venue de l'ESM Koléa. C'est aussi l'occasion pour l'ESM pour garder ses adversaires à

distance. A commencer par le RC Kouba qui accueillera le MCBOS pour tenter de se relancer après la dernière défaite concédée à Mascara. Les Koubéens sont tenus par l'obligation de résultat pour éviter d'être distancés par le leader espérantiste. Pour sa part, le GC Mascara, logé au troisième rang, se rendra à Oran pour affronter l'ASM Oran qui a encore besoin de points pour sortir de la zone rouge. Une contre-performance du Ghali risque de l'écarter de la course au titre. De son côté, le CR Témouchent,

quatrième au classement et la grande déception de ce challenge, ira à Boufarik pour croiser le fer avec le WAB, une équipe en difficulté pour assurer son maintien. A Tiaret, la JSMT est dans l'obligation de glaner les trois points devant l'une des deux lanternes rouges, l'O Médéa, et quitter momentanément la zone des turbulences. Autres duels intéressants à suivre, celui qui mettra aux prises le SKAF Khemis Miliana et le NA Hussein Dey dans un match plein d'indécision. Le RC Arba, qui se trouve dans une mauvaise posture, devra se tenir sur ses gardes devant le WAM. A Mécheria, le SC Mécheria, premier relégable avec 18 points, semble idéalement placé pour ajouter trois points à son escarcelle face à la lanterne rouge, la JS Guir Abadla. M. Z.

Aujourd'hui (15h00)

Oran:	ASMO	-	GCM
Mostaganem:	ESM	-	ESMK
Tiaret:	JSMT	-	OM
Arbaâ:	RCA	-	WAM
Kouba:	RCK	-	MCBOS
Mécheria:	SCM	-	JS Guir
Khemis Miliana:	SKAF	-	NAHD
Boufarik:	WAB	-	CRT



## Colombie

Face à l'insécurité  
et au racket, la tentation  
de l'autodéfense

C'était au début de l'année à Bogota, dans le très actif quartier commerçant du 7 Août, un prospère patron d'ateliers de mécanique automobile était abattu par des inconnus après avoir refusé de payer ses racketteurs. Des vigiles privés, pour la plupart militaires en retraite, veillent depuis au coin des rues sur les commerçants excédés par le racket et la criminalité, et qui ont décidé de prendre leur sécurité en main.

En Colombie, acteurs économiques et civils prennent une part de plus en plus active, au côté des autorités, à la lutte contre la criminalité, au risque de raviver le spectre des paramilitaires qui semèrent jadis, au nom de la lutte contre l'insécurité et les guérillas, la terreur dans le pays.

Selon les collègues du commerçant assassiné, les tueurs appartenaient aux «Satanas», un groupe criminel sous commandement vénézuélien, qui se dispute le contrôle territorial de Bogota face aux gangs locaux et au «Tren de Aragua», autre organisation criminelle vénézuélienne à l'influence croissante dans toute l'Amérique latine. Les témoignages recueillis par l'AFP font état de la peur qui a poussé ces commerçants à financer un groupe d'autodéfense contre ce type de crime.

## «BARRIÈRE DE CONTENTION»

Casquette sur la tête et rangers aux pieds, les sentinelles du quartier du 7 Août refusent de s'identifier face à la caméra.

«Nous assurons la sécurité, il y a des gens armés ici, mais dans le respect de la loi (...) Nous ne sommes pas illégaux, nous sommes des retraités de l'armée et les commerçants nous paient», confie sous couvert d'anonymat l'un d'entre eux.

Un militaire à la retraite ayant travaillé pour la société américaine controversée Blackwater, grande recruteuse de mercenaires, a été invité à rejoindre le groupe mais n'a pas accepté.

Sans révéler son nom, il a expliqué à l'AFP les termes de l'offre d'emploi: pour un salaire mensuel d'environ 1.000 dollars, il devait «neutraliser» tout suspect «et le présenter immédiatement aux autorités» pour qu'elles gardent le mérite de son arrestation, et «que nous restions en marge» sans «apparaître dans les médias».

L'un des vigiles confirme: «s'il y a quelque chose d'anormal, nous appelons (les forces de sécurité), elles arrivent dans des véhicules motorisés et identifient» les suspects. Interrogée par l'AFP, la police métropolitaine de Bogota n'a pas réagi à ces allégations. Les vigiles privés rencontrés par l'AFP affirment travailler en collaboration avec la Gula, ce que cette force publique spécialisée dans la lutte contre le racket et les enlèvements, dément.

«ORGANISATION  
REACTIONNAIRE»

Comme au Pérou, en Equateur et au Mexique, l'extorsion est un fléau dans la capitale colombienne de huit millions d'habitants.

Depuis plusieurs mois, les braquages, meurtres et fusillades sont en augmentation à Bogota, faisant les gros titres de la presse locale.

Le sentiment de ne pas se sentir protégé se répand dans tout le pays et constitue, selon l'institut de sondage Invaer, l'une des princi-

pales préoccupations des Colombiens.

En province, les groupes armés ont profité des pourparlers de paix voulus par le président de gauche Gustavo Petro (élu en 2022) pour accroître leur influence territoriale et donc leurs «impôts» et autres taxes imposées aux populations.

Début mars, le patron des éleveurs de bétail du pays, José Félix Lafaurie, a proposé que les fermiers et autres acteurs économiques s'organisent entre eux pour collaborer avec les forces de sécurité et former un «tissu social protecteur» et «une barrière de contention» contre le crime.

Mais le ministre de la Défense, Ivan Velasquez, a rejeté cette idée, assurant que le gouvernement de gauche «ne soutient pas» tout «projet» qui ressemble à «une forme d'autodéfense» ou «qui associe des individus à une organisation réactionnaire». Pendant le conflit armé dans le pays qui a fait plus de neuf millions de victimes en six décennies, des organisations d'autodéfense ont été créées dans plusieurs régions pour lutter contre les guérillas marxistes et d'extrême gauche.

Ces groupes inspirés par l'extrême droite se sont transformés en de sanglants escadrons de la mort, qui ont commis 1.166 massacres entre 1980 et 2012, parfois en alliance avec la police et l'armée, selon le Centre national de la mémoire historique. La plupart ont été démobilisés en 2006.

## «JE DÉNONCE!»

Dans le grand marché du quartier du 7 Août, des responsables policiers et militaires, interrogés par l'AFP, se désolidarisent des vigiles au coin des rues. «Les civils n'ont aucune responsabilité» à avoir dans la lutte contre l'extorsion, estime le colonel Cristian Caballero, commandant de la Gula Militar à Bogota. Ses hommes opèrent «toujours» de manière «totalement identifiée», insiste-t-il. Se disant effrayé par l'insécurité, un vendeur de pièces détachées automobiles confie porter une arme à feu, parce que les criminels «viennent, appellent les gens dans les magasins, exigent de l'argent». «Si on n'obtempère pas, ils disent qu'ils vont nous tuer», s'alarme-t-il. Certains conseillers municipaux du Centre démocratique (droite, opposition) encouragent l'assouplissement du port d'armes à Bogota, arguant que les citoyens ont «le droit de se défendre».

Le 4 mars, le commandant de la police de la capitale, José Gualdrón, a annoncé devant le Parlement la mise en place de 1.500 «fronts de sécurité» dans toute la ville, comptant près de 34.000 personnes et impliquant «plus de 500 entreprises», sociétés privées de sécurité, chauffeurs de taxi, taximotos, hôtels, bars...

«La sécurité est la responsabilité de tous», a plaidé César Restrepo, secrétaire à la sécurité de la ville, pour résumer cette nouvelle «stratégie» voulue par le nouveau maire de centre-droit.

Dans le quartier du 7 Août, des affiches et de grandes banderoles ont fait leur apparition dans les rues, avec ligne d'appel: «Non à l'extorsion. Je ne paie pas! Je dénonce!».

Pour Isaac Morales, expert à la Fondation pour la paix et la réconciliation, la coopération avec les civils est une «réponse désespérée» de la police. C'est un «grand risque» qui pourrait «ouvrir une boîte de Pandore», met-il en garde.

## JO-2024

La chasse aux  
moustiques-tigres  
dans les starting-blocks

La lutte contre les moustiques-tigres sera un sport de combat aux Jeux olympiques: les industriels sont déjà sur le pied de guerre pour installer leurs pièges, une alternative aux insecticides face à un insecte qui joue désormais à domicile dans toute la France.

Mercredi, l'Agence régionale de santé (ARS) a confirmé l'implantation de ce moustique en Normandie, jusqu'alors la dernière région de France métropolitaine à être épargnée. Vecteurs notamment du virus de la dengue, qui provoque une fièvre brutale, et dont l'incidence explose au Brésil et en Guyane française, les moustiques-tigres seront persona non grata aux Jeux Olympiques. A quatre mois de l'événement qui doit attirer des millions de visiteurs, les arboviroses, maladies transmises par le moustique tigre (dengue, chikungunya et zika), font partie des risques infectieux «pris en compte» dans la cartographie des risques sanitaires identifiés par la direction générale de la santé et pour lesquels «une veille et une surveillance renforcée seront mises en place».

En France, 45 cas de dengue ont été enregistrés en 2023, provoqués par des transmissions locales du virus. «Quand on est malade de la dengue, on ne va pas sauter la haie. Les villes olympiques et en particulier le village olympique doivent être mosquito free», autrement dit sans moustique tigre, pour ne pas contaminer athlètes ou touristes, recommande l'entomologiste Didier Fontenille, spécialiste des maladies vectorielles.

S'attaquer aux «collections d'eau» stagnante, où se développe le moustique-tigre, pourrait, selon lui, «régler 80% du problème». Une «mobilisation citoyenne» à combiner avec «des pièges quand c'est pertinent, des répulsifs, des moustiquaires, des larvicides d'origine biologique».

Couppelles de fleur, récupérateurs d'eau, ou simple bouchon retourné: quelques millimètres d'eau suffisent pour faire office de nid à ce moustique hors du commun.

«Il passe l'hiver sous forme d'œufs. Les œufs n'ont pas encore éclos mais on commence à être vigilant», souligne M. Fontenille, directeur de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD) à Montpellier. Le moustique tigre, aux rayures noires et blanches, «poursuit son expansion géographique» et «là où il est déjà présent, son abondance continue d'augmenter», résume M. Fonte-

nille. Un phénomène favorisé par le changement climatique.

## - STÉRILISER -

Aussi, les fabricants de pièges à moustiques sont dans la course pour promouvoir leurs solutions. Ce mode de capture reproduit les odeurs du corps humain pour attirer et aspirer ces créatures de 5 mm. Un autre type de piège sert de gîte pour pondre.

La société Biogents a «remporté un appel d'offres pour protéger la marina olympique à Marseille», où se dérouleront les épreuves de voile, relève l'un des trois dirigeants, Hugo Plan. «L'installation de 15 pièges est prévue le 26 avril sur un hectare», «dans la végétation, à l'ombre dans un environnement humide», précise-t-il. «Durant la compétition, il y aura des passages réguliers des équipes pour s'assurer de la maintenance et du bon fonctionnement des pièges» encastrés dans des caissons métalliques de 80 cm de hauteur et longueur, pour les protéger contre d'éventuels actes de vandalisme.

Présent dans une centaine de pays, Biogents, qui étudie depuis plus de 20 ans le comportement des moustiques dans son laboratoire en Bavière (Allemagne), s'adresse aussi bien aux professionnels du tourisme qu'aux collectivités et aux chercheurs. Entre 2019 et 2023, son chiffre d'affaires a été multiplié par 8 en France grâce aux ventes aux particuliers. Même tendance chez Qista, autre spécialiste de démoustication. En 10 ans, la PME provençale a déployé «13.000 bornes dans 26 pays», affirme son fondateur Pierre Bellagambi qui se dit «à disposition du comité d'organisation des Jeux mais aussi des autorités et des collectivités». Les pièges sont généralement utilisés dans un contexte de prévention et pour protéger certaines populations sensibles (crèches, écoles, Ehpad, hôpitaux). Pour diminuer la population des Aedes albopictus, la recherche travaille à modifier leur ADN ou encore à stériliser dans une ferme à insectes des mâles au rayon X, avant de les lâcher dans des zones à protéger où ils s'accouplent avec des femelles sauvages sans produire de descendance. «Le village olympique aurait été idéal pour expérimenter cette technique de l'insecte stérile», soupire Didier Fontenille qui aurait rêvé avec les JO d'une expérience grandeur nature.



Climat

# Une trentaine de pays réunis en sommet pour doper le nucléaire

Une trentaine d'Etats, dont la Chine, les Etats-Unis et le Brésil, se sont réunis en sommet jeudi à Bruxelles en vue d'accélérer de façon coordonnée le développement de l'énergie nucléaire, à l'heure où l'atome fait «son grand retour» comme levier de décarbonation.



«C'est une source d'énergie sûre, propre et rentable (...) pas une utopie», a insisté Rafael Grossi, directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui initie la rencontre. Organisé près de l'Atomium, monument de 1958 faisant du l'atome civil le symbole de l'innovation technologique, ce «sommet historique» s'inscrit dans la foulée de la COP28 sur le climat, où une vingtaine de pays avaient appelé à tripler les capacités du nucléaire dans le monde d'ici 2050.

«Il a fallu 28 conférences sur le climat pour reconnaître le nucléaire. Mieux vaut tard que jamais (...) Il faut désormais définir des étapes concrètes, il faut collaborer ensemble», notamment en termes de financements, a souligné M. Grossi.

L'atome représente actuellement 10% de la production mondiale d'électricité (contre 18% en 1988), avec 438 réacteurs dans 31 pays. Plus de 500 réacteurs sont en projet ou envisagés, dont 61 déjà en construction.

Cette réunion, destinée à établir des axes de coopérations technologiques et économiques renforcées, rassemble une quinzaine de dirigeants, principalement de pays européens, mais aussi des représentants d'une vingtaine d'autres Etats, dont le Canada, l'Egypte, le Japon, le Pakistan, la Corée du Sud, l'Arabie saoudite.

«Partout dans le monde, le nucléaire fait son grand retour: le besoin de lutter contre le changement climatique, de sécurité énergétique après

l'invasion de l'Ukraine, de produire de l'électricité sans interruption», a résumé à son arrivé le directeur de l'Agence internationale de l'énergie, Fatih Birol.

«Les gouvernements et l'industrie ont un rôle important à jouer si nous voulons maintenir cette dynamique (...) on n'aura aucune chance d'atteindre nos objectifs climatiques à temps sans le soutien de l'atome nucléaire» à côté des renouvelables, a-t-il martelé. Face aux besoins colossaux d'investissements, les pays pro-atome veulent peser pour débloquent les barrières au sein des institutions financières mondiales et banques de développement.

«On a une génération de réacteurs qui arrive à maturité, on la financera en ayant la taille critique, c'est-à-dire un marché plus profond, en essayant de convaincre d'autres pays de venir avec nous», a souligné le président français Emmanuel Macron, grand promoteur de l'atome au sein de l'UE.

A l'inverse, des militants environnementaux manifestaient en marge du sommet, fustigeant «un hold-up climatique» et le risque de détournement de financements au détriment des renouvelables pour soutenir «une filière en déperdition, inadaptée à l'urgence climatique, dangereuse et productrice de déchets éternels». Des activités de Greenpeace ont perturbé la rencontre en déployant une bannière dénonçant un «Conte de fées nucléaire».

## APARTEMENTS

■Vends des apparts F3-F4-F5 luxe, cuisine équipée, box de voiture, Ch/central à Millénium – Fernand-ville – Cité Petit – Wilaya – 0772.43.37.38- 0555.89.91.04

## VILLAS

■A.V maison en construction R+1, finie à 80%, 250 m², DF, LF PC, eau, gaz, élect, 46 rue Guesmi Mohamed, Fleurus, à 17km d'Oran – Tél : 0552.39.06.70

## EMPLOIS

■ Famille à Oran cherche une femme de ménage Tél: 05.62.69.64.13

■ Société privée, sise à Oran, recrute un agent commercial. Maîtrise de l'outil informatique. Envoyer CV à : recrutement.abone@gmail.com

**PENSÉE**  
23 mars 2022,  
Déjà 2 ans,  
nous quittait à  
jamais notre  
maman  
**El Hadja**  
**Zoubida SEDDIKI**  
pour un monde meilleur.  
En ce triste souvenir, je prie  
tous ceux et celles qui l'ont  
connue pour sa bonté, sa  
gentillesse et son honnêteté,  
d'avoir une pieuse pensée en  
sa mémoire. Que Dieu Le Tout-  
Puissant lui accorde Sa Sainte  
Miséricorde et l'accueille en  
Son Vaste Paradis. Tu resteras  
toujours dans mon cœur.  
*Ta fille Latéfa*

## LOCAUX

■Loue un dépôt de 260 m², avec parking, bien sécurisé, situé route nationale de l'Aéroport es-Senia, Oran – Tél : 0558.34.13.78. Prix après visite

## DIVERS

■A louer licence de moudjahid pour café, à Oran, durée de 2 ans à 6 ans. Tél : 0554.15.68.51

## TERRAINS

■A vendre lot de terrain 175 m², 02 façades, à la plage du Puits, dans la commune de Béni-Saf, wilaya d'Aïn-Témouchent –Tél 0671.22.12.60

■Vends une ferme actée de 70 ares à Aïn El kerma + 80 ares actés à Messerghine +3 ha actés à Hassi el Ghella – Tél : 0671.58.01.13- 0784.30.05.23

### Société recrute

#### Agent de sécurité

##### Conditions :

- Diplôme
- Expérience
- Résider à Oran ville

Envoyer CV à [offresemplois2024@gmail.com](mailto:offresemplois2024@gmail.com)



### Communiqué

#### Djezzy lance l'offre LEGEND MAX pour ses clients postpayés

Après le succès de son offre prépayée, Djezzy répond aux attentes de ses clients Postpayés en lançant la nouvelle offre légendaire, LEGEND MAX avec une multitude d'avantages et un numéro premium 0770.

LEGEND MAX donne accès à des appels illimités vers tous les réseaux nationaux, accompagnés d'un généreux volume internet de 100 Go. De plus, les abonnés bénéficieront de 150 SMS vers les autres réseaux, ainsi que d'un crédit de 500 Da valable pour les communications internationales, le tout pour 2500 Da par mois.

En complément, un autre forfait est proposé, offrant des appels illimités vers tous les réseaux nationaux, 70 Go d'internet, 100 SMS vers les autres réseaux et un crédit de 200 Da valable pour les appels internationaux, le tout pour 2000 Da par mois.

Djezzy poursuit son engagement à répondre aux besoins

de ses clients en leur offrant des solutions adaptées et compétitives. LEGEND MAX incarne cette promesse en offrant une communication sans limites et une expérience internet mobile fluide et puissante.

Djezzy LEGEND MAX est désormais disponible sur no-

tre réseau de vente, offrant aux abonnés la possibilité de vivre une expérience digitale exceptionnelle.

Pour plus d'informations sur «DJEZZY LEGEND MAX» et pour souscrire, veuillez visiter notre site web ou contacter notre service clientèle.



### Communiqué

#### Promo spéciale Ramadhan

#### Avec le service RANINI de Ooredoo, personnalisez votre sonnerie de thème ISLAMIQUE et gagnez des Omra

Toujours aussi proche de ses clients, Ooredoo lance durant ce mois de Ramadhan, une promotion sur son service «Ranini», leur permettant de bénéficier gratuitement de plusieurs sonneries d'attente au choix de thème : Douaa, Anachid, Nassai, Ahadith et de participer au concours «Omra».

En effet, toute souscription à la promotion à 0 DA et personnalisation de sonnerie d'attente de thème Douaa, Anachid, Nassai, Ahadith, donne automatiquement droit aux abonnés de Ooredoo à

une participation gratuite à un concours exclusif permettant aux clients de gagner des voyages Omra.

Les gagnants seront déterminés en fonction du nombre de sonneries thématiques (Douaa, Anachid, Nassai, Ahadith) téléchargées. Au total, 20 Omra seront offertes tout au long du mois de Ramadan 2024, réparties entre 10 gagnants (2 Omra par gagnant).

Pour bénéficier de la promotion RANINI spéciale Ramadhan, et participer au concours Omra, les clients peuvent

s'abonner et acheter une sonnerie thématique (Douaa, Anachid, Nassai, Hadith) gratuitement en appelant le 5353 (10DA/min), ou composer gratuitement le code \*163#, ou en envoyant le code de la sonnerie souhaitée par SMS au 5353 ou bien copier l'une des sonneries du thème islamique du correspondant.

A travers cette promotion exclusive, Ooredoo démontre son engagement continu à offrir des services novateurs et des expériences uniques à ses abonnés.



2

11.56 Tout le monde veut prendre sa place  
12.59 Journal 13h00  
13.20 13h15, le samedi...  
14.03 Au bout de l'enquête, la fin du crime parfait ?  
15.00 Rugby : Tournoi des Six Nations féminin  
17.04 Affaire conclue, tout le monde a quelque chose à vendre  
17.53 Affaire conclue : la vie des objets  
18.02 Tout le monde a son mot à dire

18.38 N'oubliez pas les paroles



**Présenté par Nagui**  
Accompagnés par un orchestre, les candidats chantent en karaoké. Mais les paroles affichées ne sont pas complètes. A eux de combler les vides. Pour cela, ils doivent se souvenir des mots exacts de la chanson.  
19.58 Journal 20h00  
20.32 20h30, le samedi  
21.10 Les 30 ans du Sidaction, la soirée événement  
23.25 Athlètes à coeur ouvert

3

11.11 Dans votre région  
12.18 ICI 12/13  
12.50 Intérieurs  
13.35 Patinage artistique : Championnats du monde  
15.37 En bonne compagnie  
16.41 Des chiffres et des lettres  
17.57 Questions pour un super champion  
19.00 ICI 19/20  
19.54 Tout le sport  
20.17 Météo  
20.39 Cuisine ouverte

21.10 Crime à Ramatuelle



**Téléfilm policier - France - 2022**  
Avec Florence Pernel, Lola Dewaere, Florent Peyre, Matthieu Burnel  
Une nuit, Sébastien, 34 ans, propriétaire d'une plage et héritier du domaine Lacassagne, se fait assommer par un cambrioleur. Il a le temps d'appeler les secours, mais ces derniers arrivent trop tard. Peu après, la mère du défunt apprend aux enquêtrices qu'a priori, l'auteur n'a pas volé d'objet de valeur.

4

09.00 Batwheels  
09.45 Les as de la jungle à la rescousse  
11.01 Grizzly et les lemmings  
11.54 Tu dis, tu stoppes !  
12.00 Idéfix et les Irréductibles  
12.45 Angelo la débrouille  
13.28 Un jour, une question  
13.30 La deuxième étoile  
15.04 Slugterra  
15.48 Dragons : les neuf royaumes  
16.33 LEGO DreamZzz

17.17 Batwheels



**Saison 1 - Episode 34/28**  
**Série d'animation - Etats-Unis - 2023**  
Bam doit avouer à ses amis qu'il a lui aussi des frayeurs. Parviendra-t-il à affronter sa grande peur pour aider Batman ?  
17.59 Organisation Super Insolite  
18.50 ASKIP, le collège se la raconte  
19.15 T'es au top  
20.00 Beau geste  
20.52 Le pitch cinéma  
21.00 Oslo, 31 août

5

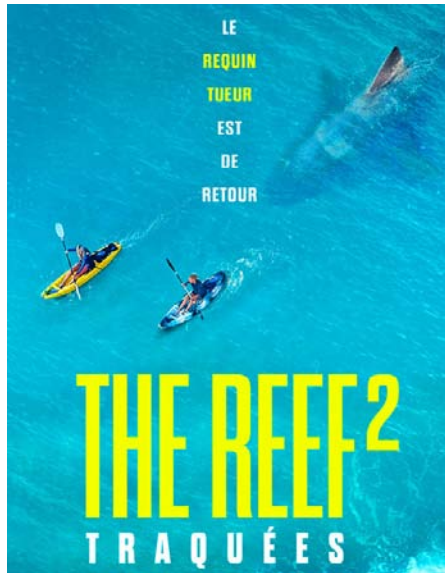
10.13 SOS animaux sauvages  
10.47 Silence, ça pousse !  
12.41 Cuisine bretonne : plus de beurre que de mal  
13.39 Une planète parfaite  
15.37 Archipel des Açores - le vert et le noir  
16.42 Des trains pas comme les autres  
17.41 C dans l'air  
18.56 C l'hebdo  
19.59 Vu  
20.04 C l'hebdo la suite  
21.00 Echappées belles  
22.31 100 000 ans de beauté

arte

10.05 Paradis naturels retrouvés  
10.50 Danger sur les rails  
15.05 Voyage en Ecosse  
15.50 Paradis naturels retrouvés  
16.35 Invitation au voyage  
17.15 Colombie, le refuge des cueilleuses de café trans  
17.50 La passion de la montagne d'un forestier bavarois  
18.35 Arte reportage  
19.45 Arte journal  
20.05 28 minutes samedi  
20.50 Le peuple des océans  
23.50 Le peuple des airs

C8

09.06 JT  
09.10 JOB  
09.31 Direct Auto Express  
10.43 Direct Auto  
12.06 L'essentiel chez Labro  
13.20 Football : D1 Arkema  
15.21 100 jours avec les animaux du Pal : le plus grand zoo d'Auvergne  
17.24 100 jours avec les animaux du zoo  
18.57 Face à Hanouna le before  
20.01 Face à Hanouna  
21.19 Le grand bêtisier



CINE + FRISSE 20.50

THE REEF 2 : TRAQUÉES

**Film d'horreur - Australie - 2022**  
Avec Teressa Liane, Ann Truong, Saskia Archer, Kate Lister, Bridget Burt  
Après avoir été témoin du meurtre de sa soeur, Nicolas se rend dans une station balnéaire avec ses amis pour faire du kayak et de la plongée et lutter contre son traumatisme. Quelques heures seulement après le début de leur expédition, les femmes sont traquées puis attaquées par un grand requin blanc.

CINE + FAMIZ 20.50

KARATÉ KID, LE MOMENT DE VÉRITÉ



**Film d'action - Etats-Unis - 1984**  
Avec Ralph Macchio, Pat Morita, Elisabeth Shue, Martin Kove  
Daniel a quitté le New Jersey pour s'installer en Californie, où sa mère Lucille a trouvé un travail. Mais une bande de petits caïds, emmenée par un certain Johnny, lui rend la vie difficile. Sa vie bascule le jour où l'humble Miyagi, maître en arts martiaux, accepte de le prendre sous son aile et de lui enseigner son savoir.

RTL9 20.55

OVER THE TOP : LE BRAS DE FER



**Film d'action - Etats-Unis - 1987**  
Avec Sylvester Stallone, Robert Loggia, Susan Blakely, David Mendenhall  
Lincoln Hawk, chauffeur de poids lourd, passe sa vie sur les routes et pratique le bras de fer lors de compétitions avec ses pairs. L'homme, désabusé, a tiré un trait sur sa vie antérieure, notamment ses relations avec son adolescent, Michael et son ex-femme, Christina. Un jour, cette dernière, gravement malade, lui demande de renouer avec Michael, élevé par son riche grand-père, Jason Cutler. Lincoln entreprend alors un long voyage avec le jeune homme. D'abord difficiles, les rapports se normalisent petit à petit. Michael est bientôt impressionné par les exploits sportifs de son père.

TÉLÉVISION

TF1

20.50 Football : Match amical international



11.05 Téléschopping samedi  
11.45 Petits plats en équilibre  
11.50 Les douze coups de midi  
12.50 Petits plats en équilibre  
12.55 Météo  
13.00 Journal  
13.40 Reportages découverte  
16.10 Les Docs du week-end  
17.50 50mn Inside  
19.45 Petits plats en équilibre  
19.50 Les nouveaux modèles  
19.55 Météo  
20.00 Journal  
20.40 Météo

**- France / Allemagne**  
A trois mois du début du championnat d'Europe des Nations organisé en Allemagne (du 14 juin au 14 juillet), Kylian Mbappé et les Bleus disputent un match amical intéressant face à la sélection entraînée par Julian Nagelsmann. Au coup d'envoi, Didier Deschamps, le sélectionneur des Bleus, devrait aligner un onze proche de son équipe type afin de décrocher ce soir un succès important pour la confiance.

6

21.10 The Rookie



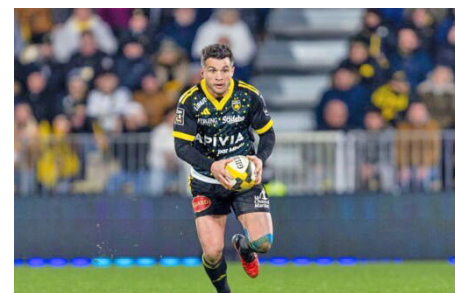
10.10 66 minutes : le doc  
10.55 66 minutes : grand format  
12.45 Le 12.45  
13.30 Scènes de ménages  
14.40 Chasseurs d'appart'

**Série policière - Etats-Unis - 2023**  
**Saison 5 - Episode 11/22**

**- Guerres de gangs**  
Avec Nathan Fillion, Mekia Cox, Alyssa Diaz, Shawn Ashmore  
Un des frères d'Angela la prévient de la disparition soudaine d'une de ses connaissances : un jeune ganster sur le point de quitter le milieu et bien connu de la police. Après avoir découvert son corps ainsi que ceux de trois autres hommes emmurés dans un hangar abandonné, les enquêteurs pensent rapidement avoir affaire à une guerre de trafiquants de drogue.

CANAL+

21.05 Rugby : Top 14



11.51 Tchi tcha  
12.29 Le cercle  
13.21 En aparté  
15.16 Têtâtête(s)  
15.30 Les Vengeances de maître Poutifard

**- Bayonne / La Rochelle**  
Candidats aux places qualificatives pour la phase finale du championnat, Brice Dulin et les Rochelais tentent de rattraper les précieux points perdus lors de la première partie de saison. Sur le terrain de l'Aviron Bayonnais, les Maritimes viennent chercher une victoire importante afin de rester dans le peloton des équipes qui visent les six premières places.

PLANETE +

09.45 Ingénieurs de l'Antiquité  
10.43 Dans le secret des codes  
12.32 Les grandes maisons du luxe  
13.53 Duels : Anquetil le vainqueur, Poulidor le héros  
14.45 Le mythe Gandhi  
15.42 Missions oubliées de la Seconde Guerre mondiale  
17.34 Ingénieurs de l'Antiquité  
19.22 American Pickers, la brocante made in USA

TFX

09.05 Signé Cat's Eyes  
10.35 Familles nombreuses : la vie en XXL  
21.05 Endométriose : le combat continue avec Laëtitia Milot  
22.45 Chroniques criminelles  
09.30 Mon oncle Charlie  
14.00 The Big Bang Theory



W9

10.10 Absolument stars  
12.45 Météo  
12.50 Scorpion  
**Série d'action - Etats-Unis - 2017**  
**Saison 4 - Episode 9/22**



Avec Elyes Gabel, Katharine McPhee, Eddie Kaye Thomas, Jadyn Wong, Ari Stidham  
17.10 La petite histoire de France





**S** —

	I	5
	A	9
		1

E	CC
S	<sup>1</sup> A



---

**FLÉCHÉS N° 8925**

CHAUSSURES MAL ÉLEVÉ								
			ETAT D'EUROPE DU NORD A LE CULOT					
				CRACK OUI, AINSI SOIT-IL !			CUBE RENVERSE REGISTRE DE COMMERCE	
		POINTS OPPOSES NEGATION						POSSESSIF PIECE DE LAVAGE
			BETE CONDUIRE					
		CEREALE NÉON		DAME DE CŒUR TRAVAUX DIRIGES			BIEN VENU DEMI TOUR	
	CE N'EST QU'UNE ENFANT !					DEUXIEME DROGUE TRADITIONS		
				SOUILLÉ EPOUX SANS COMPAGNIE				
FRUITS DE REGIME MESURE AGRICOLE							ROUER DE COUPS ORIENT	
			TRES MAIGRE POSSEDE			ARGON INFINITIF PREPOSITION		
	ELLE SE FAIT SONNER A TOUS LES COUPS !							ARBUSTE A FLEURS BIEN ELEVÉES
APPRIS POINT DE VUE					JOGGING TRAINING SAINTE			

**FLECHES N°8924**

P	N	O	V	E	M	B	R	E
R	E	C	I	T	E	R		R
I	O		E		L	E	V	E
A		M	I	M	O	S	A	
N	L		L		N	I		D
T	A	B	L	E		L	U	I
S	V		E		S		S	T
	E	N	S	U	I	T	E	
A		A	S	I	L	E		P
M	A	R	E		O	T	E	R
A	I	R		R		E		E
S		E	L	E	V	E	S	

## CROISÉS N°8924

	O	R	E	I	L	L	E	R		V
B	E	N	N	E			R	A	S	E
L	A	N	D	A	U			I	O	S
I		E	E		S	A	L	U	T	
G	R	I	L	L	E	E			I	
A	N	G	E	S			R	A	L	A
T		E	B		M	O	L	L		
I	N	S	I	T	U			P	A	R
O	I		L	E			V	I	R	E
N	E	P	E			F	O	N	D	S

**SUDOKU N°1924**

2	3	4	6	9	5	8	1	7
7	5	6	8	3	1	2	4	9
8	9	1	2	4	7	6	3	5
6	2	7	4	8	3	9	5	1
5	4	3	1	6	9	7	2	8
9	1	8	7	5	2	3	6	4
1	6	5	3	7	8	4	9	2
4	8	9	5	2	6	1	7	3
3	7	2	9	1	4	5	8	6

**CODÉS N° 8924**

1 A	2 T	3 L	4 R	5 S	6 I
7 E	8 N	9 O	10 U	11 P	12 G
13 C	14 X	15 V	16 M	17	18

**FOUILLIS N° 8924 :  
BERGERIE (Berge - R**

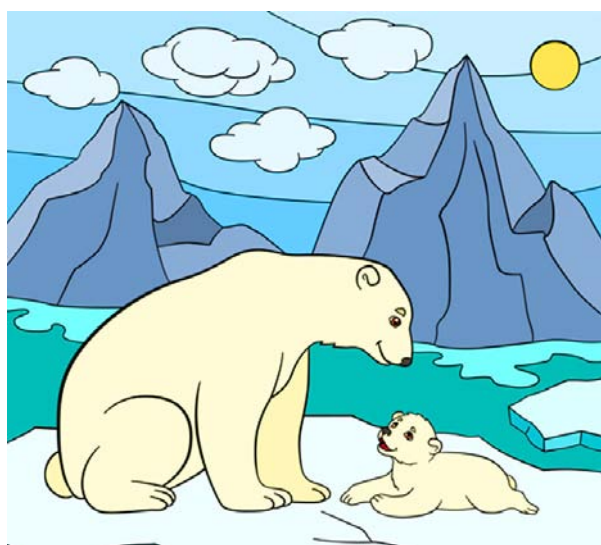
**SUDOKU N° 1925**

					4		6	
1	4	2		3	6	7		5
6				2		9		4
4		9						
8	5		2			3	9	
			7					1
		4	1		3			
				9		4	7	8
9					5	1		

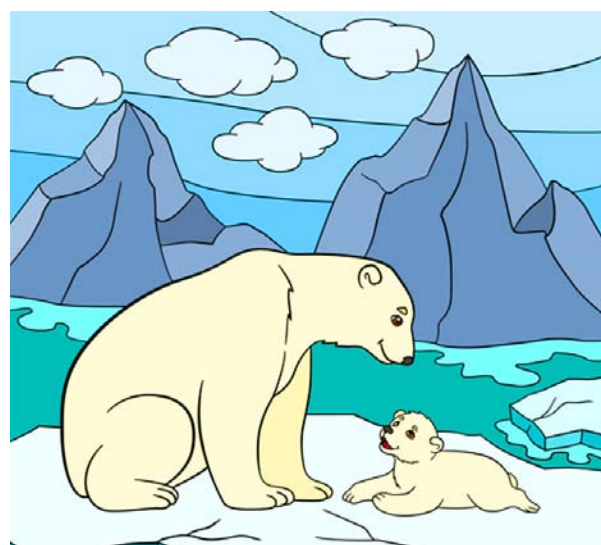
**CODÉS N° 8925**

1	V	2	I	3	M	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26			

16	9	5	12	2	12	10	15	4	5	
7	4	13	11	5	9	8	6		13	
2	7		8	11	6	9		8	12	
3	4		8		2	8	6	4	7	
11	7	8	9		3	2		5	4	
10		3	2	8	2	3	4		5	
5	3		5	4	8	4		16		
5	9	8	5		2	3	13	11	6	
4	5		4	5		4	2	7	4	
	5	11	10	13	4	8	6	4	5	
6	4	7	7	4	5	6	7	4		
7	10			12	5		4	5	6	
4	5	5	10	2	4		5		2	
1	4	7	5	9		5		9	14	
4	5		4	15	11	2	14	8	4	



## 10 ERRORS





## L'accord de pêche UE-Maroc devrait être annulé



L'avocate générale de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), Tamara Capeta, a estimé, jeudi, que la Cour devrait annuler l'accord de partenariat dans le domaine de la pêche durable conclu, en 2019, entre l'Union et le Maroc et que les melons et les tomates issus du territoire du Sahara occidental ne doivent pas indiquer sur leur étiquetage le Maroc comme pays d'origine.

Selon l'avocate générale Tamara Capeta, la Cour devrait annuler la décision du Conseil portant conclusion de l'accord de partenariat dans le domaine de la pêche durable avec le Maroc pour plusieurs raisons. «En ne considérant pas le territoire du Sahara occidental et les eaux adjacentes à celui-ci comme étant séparés et distincts de celui du Maroc, le Conseil n'a pas respecté le droit à l'autodétermination du peuple du Sahara occidental», a-t-elle affirmé dans ses conclusions publiées jeudi.

L'avocate générale de la CJUE a souligné, à ce titre, que «l'accord de pêche et le protocole de mise en œuvre méconnaissent l'exigence selon laquelle le territoire du Sahara occidental doit être considéré comme étant «séparé et distinct» de celui du Maroc». «Cette situation est contraire au principe d'autodétermination tel qu'interprété par la Cour dans son arrêt de 2016» dans l'affaire opposant le Front Polisario au Conseil de l'UE, a-t-elle expliqué.

# Le Quotidien

D'ORAN  
Edition Nationale d'Information

## Espagne : du haschich acheminé du Maroc par hélicoptère



La gendarmerie espagnole a annoncé vendredi avoir démantelé un réseau de trafiquants qui acheminait du haschich depuis le Maroc jusqu'en Espagne par des hélicoptères volant de nuit et à basse altitude.

Deux hélicoptères ainsi que près de 800 kg de haschich ont été saisis lors de l'opération, et neuf personnes ont été ar-

rêtées dont «deux pilotes experts en vols nocturnes et à basse altitude», a détaillé dans un communiqué la Garde civile, une force de police à statut militaire.

Le matin du 15 janvier, les enquêteurs, qui étaient déjà sur la piste de ces trafiquants, ont repéré un hélicoptère qui quittait la région de Cadix, en Andalousie (ex-

trême sud de l'Espagne), en volant très bas et sans lumière, en direction du Maroc, poursuit le communiqué.

Un des malfaiteurs, considéré comme «l'un des responsables les plus importants» du réseau, s'est tué dans un accident de voiture alors qu'il tentait de s'enfuir à toute vitesse, indique-t-on de même source.

## Niger : 23 soldats tués dans une embuscade



Une embuscade jihadiste contre l'armée nigérienne a coûté cette semaine la vie à 23 soldats dans une région proche du Burkina Faso et du Mali, infestée par les groupes jihadistes qui y multiplient les attaques, a annoncé le gouvernement.

Depuis fin juillet 2023, le Niger est dirigé par des militaires qui ont pris le pouvoir par la force pour, selon eux, enrayer la violence jihadiste, mais les attaques continuent.

Le nouvelle attaque a eu lieu alors que l'armée menait mardi et mercredi une «opération de ratissage» dans la région de Tillabéri. «Au cours de leur désengagement», une unité a été prise dans «une embuscade com-

plexe» au cours de laquelle 23 soldats ont été tués et «une trentaine de terroristes neutralisés», a annoncé jeudi soir le ministère de la Défense. L'opération avait pour «objectif de rassurer les populations victimes des exactions des groupes armés terroristes: assassinats extorsion de fonds, vols de bétail...», ajoute-t-il.

«Plus d'une centaine de terroristes à bord de véhicules et de motos» ont attaqué une unité de l'armée entre les localités de Teguey et Bankilaré à l'aide de «bombes artisanales et de véhicules kamikazes», précise le communiqué. «Malgré la riposte énergique, nous déplorons 23 valeureux militaires tombés sur le champ d'honneur et 17 blessés».

## Burkina : situation sécuritaire «plus qu'alarmante»



La situation sécuritaire au Burkina Faso, «est plus qu'alarmante» et la situation humanitaire y est «déchirante», a déclaré jeudi à Ouagadougou Volker Türk, Haut commissaire de l'ONU aux droits humains. «La situation sécuritaire est plus qu'alarmante, une grande partie du pays est terrorisée par des groupes armés», a déclaré à la presse M. Türk.

Sur le plan humanitaire, «la souffrance de millions de Burkinabè est déchirante», a estimé le Haut commissaire. «Il y a 2,3 millions de personnes qui sont en insécurité alimentaire, plus de deux millions de personnes déplacées internes, ainsi que 800.000 enfants non scolarisés», selon lui. «Au total, 6,3 millions de personnes sur une population de 20 millions sont dans le besoin d'assistance humanitaire, pourtant, cette question a disparu de l'agenda international et les ressources mises à disposition sont totalement insuffisantes pour répondre à l'ampleur des besoins des populations», a-t-il affirmé. Le Burkina Faso est confronté depuis 2015 à des violences terroristes attribuées à des mouvements armés affiliés à Al-Qaïda et au groupe autoproclamé «Etat islamique» (Daech/EI).

## Sahel : près de 1,8 million d'enfants déplacés par les violences en 5 ans



Près d'1,8 million d'enfants ont été contraints de fuir leurs foyers depuis cinq ans au Mali, au Burkina Faso et au Niger en raison de l'escalade de la violence, soit cinq fois plus qu'avant, selon une étude publiée jeudi par l'ONG Save the Children. L'ONG a analysé les chiffres du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), des gouvernements nationaux et de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) pour calculer le nombre d'enfants déplacés dans ces trois pays sahéliens dans cette période.

L'étude a révélé que le nombre d'enfants forcés de fuir leur foyer est passé d'environ 321.000 en 2019 à environ 1,8 million aujourd'hui. En outre, la Côte d'Ivoire, qui est sortie de sa propre guerre civile en 2011, a également été touchée par les répercussions de la situation au Sahel. Le conflit au Burkina Faso et au Mali voisins a multiplié par douze le nombre d'enfants cherchant refuge dans ce pays, d'environ 2.450 fin 2022 à 29.700 actuellement.

## EDITORIAL

Par El-Houari Dirmi

### LE BONHEUR EST-IL MESURABLE ?

Le printemps est déjà là, mais c'est aussi la célébration, il y a deux jours, de la Journée internationale du bonheur. Ainsi, l'on apprend que la Finlande est toujours le pays le plus heureux du monde. Le pays nordique arrive à la première place du podium, d'après un rapport parrainé par l'ONU, publié mercredi dernier. «La proximité avec la nature et le bon équilibre entre travail et vie privée constituent la clé de la satisfaction des Finlandais», selon le rapport onusien. Mais le bonheur d'un pays est-il la somme des bonheurs individuels ? Assurément non.

Reculant de quatre places au classement par rapport à 2023 (811<sup>e</sup> place mondiale), l'Algérie occupe la 85<sup>e</sup> place mondiale et la deuxième au Maghreb après la Libye.

Au vu de ce qui se passe dans certaines régions du monde comme le massacre à huis clos à Ghaza en Palestine occupée, il serait indécent de parler de bonheur. Mais positivement quand même : le «World Happiness Report» ou «Rapport mondial du bonheur», édité sous l'égide de l'ONU, tente de mesurer le bonheur des citoyens au sein des Etats en recourant à plusieurs indicateurs dont notamment le PIB par habitant, l'aide sociale comme le logement, l'espérance de vie en bonne santé, la liberté relative aux choix de la vie, ou encore la perception de la corruption gouvernementale.

La question à poser est de savoir si le bonheur est mesurable dans un pays comme l'Algérie ? Est-il raisonnable que les Algériens soient moins heureux que les Libyens malgré la crise politique et les conflits qui déchirent ce pays voisin ? Robert F. Kennedy l'avait bien dit dans sa célèbre formule : «Le PIB mesure tout, sauf ce qui fait que la vie vaut la peine d'être vécue». Être riche et malheureux ou pauvre et heureux, telle semble la philosophie du «World Happiness Report», avec une certitude absolue : tous les pays du monde ont piteusement échoué à transformer leurs richesses en bien-être. Il est urgent d'agir pour placer le bien-être au cœur de nos politiques et créer les conditions propices à l'épanouissement de chacun. Rien d'autre qu'un vœu très pieux !